

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE DE DOCTORAT

Le Bénéficiaire à titre gratuit
DE
L'ASSURANCE SUR LA VIE
ET
L'IMPOT DES SUCCESSIONS

Étude de Droit français
et de
Droit comparé

Présentée et soutenue le 21 décembre 1941

PAR

Rémy PHILIP

JURY :

Président : M. MOREL, Professeur.

Suffragants : MM. PICARD, Professeur.

LE MAZEAUD, Professeur.

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942

Le Bénéficiaire à titre gratuit

DE

L'ASSURANCE SUR LA VIE

ET

L'IMPOT DES SUCCESSIONS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les thèses qui ne seront pas imprimées et présentées selon ces indications seront rigoureusement refusées.

THÈSE DE DOCTORAT

Le Bénéficiaire à titre gratuit
DE
L'ASSURANCE SUR LA VIE
ET
L'IMPOT DES SUCCESSIONS

Étude de Droit français
et de
Droit comparé

Présentée et soutenue le 21 décembre 1941

PAR

Rémy PHILIP

JURY :

Président : M. MOREL, Professeur.

Suffragants : MM. PICARD, Professeur.

LE MAZEAUD, Professeur.

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.

Raisons politiques et financières qui font généralement assimiler à une valeur successorale la somme versée par une Compagnie d'assurance sur la vie au bénéficiaire à titre gratuit lors du décès de l'assuré	7
Réfutation de l'argument invoqué	7
Vue d'ensemble sur l'utilité économique, sociale et financière de cette institution	7
Objet de la thèse : rechercher la meilleure solution au point de vue social du double problème juridique et fiscal posé à ce sujet	7

CHAPITRE I. — ANTAGONISME ENTRE LE DROIT CIVIL ET LE DROIT FISCAL

15

I. — Point de vue du Droit civil	17
II. — Point de vue du Droit fiscal	19
III. — Luttres de l'Administration de l'Enregistrement pour obtenir la confirmation légale de ses prétentions. . .	21

CHAPITRE II. — CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 21 JUIN 1875

29

I. — Il s'agit d'un bénéficiaire à titre gratuit	31
II. — Ces dispositions concernent le bénéfice versé à raison du décès de l'assuré	41
III. — Ce bénéfice est constitué par des sommes, rentes ou émoluments	45
IV. — Modifications apportées aux conditions d'application de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 par la loi du 20 février 1901 sur le régime fiscal des successions. . .	47

CHAPITRE III. — L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 21 JUIN 1875 ET LA LIQUIDATION DE L'IMPÔT DES SUCCESSIONS	49
I. — Considérations générales sur les conséquences d'ordre juridique de ce régime fiscal	51
II. — La fixation de l'émolument imposable et les règles de liquidation des successions	57
SECTION 1. — Droit des créanciers de la masse successorale	59
SECTION 2. — Rapport à succession. — Réserve et quotité disponible. — Imputation sur l'usufruit du conjoint survivant des libéralités déjà reçues par lui	61
SECTION 3. — Réserve des droits de la communauté, s'il en existe une	68
SECTION 4. — La question des récompenses et celle des reprises	74
SECTION 5. — L'assurance conjointe au profit du survivant des époux	80
SECTION 6. — L'assurance contractée par le mari commerçant, qui meurt en état de faillite, sous le régime de la communauté	83
CHAPITRE IV. — VUE D'ENSEMBLE SUR LA LÉGISLATION FIS- CALE APPLIQUÉE PAR DIVERS ETATS ÉTRANGERS AU BÉNÉFICIAIRE A TITRE GRATUIT DE L'ASSURANCE SUR LA VIE	85
En Grande-Bretagne. — En Belgique. — En Hollande. — En Allemagne. — En Italie. — En Espagne. — Au Maroc. — Aux Etats-Unis d'Amérique. — Au Canada. .	87
CONCLUSION	117
BIBLIOGRAPHIE	125

INTRODUCTION

Raisons politiques et financières, qui font généralement assimiler à une valeur successorale la somme versée par une compagnie d'assurance sur la vie au bénéficiaire à titre gratuit, lors du décès de l'assuré.

Réfutation de l'argument invoqué.

Vue d'ensemble sur l'utilité économique, sociale et financière de cette institution.

Objet de la thèse : rechercher la meilleure solution au point de vue social du double problème fiscal et juridique posé à ce sujet.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Il y a une tendance un peu partout à assimiler à une valeur successorale la somme versée par une compagnie d'assurance sur la vie à un bénéficiaire désigné.

Si la cause principale de cette tendance doit être attribuée aux besoins grandissants du budget des Etats, il faut aussi l'imputer à la poussée démagogique, qui tend de plus en plus à transformer l'impôt des successions, instrument fiscal, en un prélèvement pur et simple sur le capital.

Pour justifier cette assimilation du bénéfice de l'assurance sur la vie à une valeur successorale, on invoque généralement le principe économique selon lequel l'assiette de l'impôt doit être établie d'après l'accroissement de la capacité économique, et l'on en tire l'argument suivant : le bénéfice de l'assurance vient accroître au même titre qu'un legs la capacité économique du bénéficiaire, il devra donc être imposé exactement comme un bien faisant partie de la succession de l'assuré.

Appliquer ce principe à notre cas n'est qu'un mauvais prétexte. N'est-ce pas en effet généralement le chef de famille qui contracte l'assurance ? Or sa disparition ne crée-t-elle pas au contraire un amoindrissement souvent irréparable de la capacité économique des siens ? Et s'il a contracté une assurance, n'est-ce pas justement pour que, en dehors de son patrimoine, se constitue un capital qui, lors de sa disparition, viendra compenser en partie cet amoindrissement économique des siens ?

D'autre part il est manifeste que l'impôt de mutation

par décès, qui frappe le capital remis au bénéficiaire par la compagnie d'assurance sur la vie, met un obstacle sérieux au développement de cette institution de prévoyance sociale (1), déjà accablée par ailleurs d'autres impôts par le fait d'un véritable régime d'exception. Car nous n'admettons pas l'objection que certains esprits paradoxaux pourraient émettre à l'encontre de cette affirmation, en prétendant que la perspective de mutilation opérée par le Fisc sur le capital remis par la compagnie d'assurance sur la vie au bénéficiaire devrait au contraire inciter l'assuré à contracter une police plus importante, afin de couvrir davantage le risque envisagé (2).

Une vue d'ensemble jetée sur le rôle éminent joué par l'Assurance sur la vie dans les domaines économique, social et financier va nous permettre de mesurer les conséquences fâcheuses pour le bien public de l'application d'une trop lourde fiscalité au capital versé par la compagnie d'assurance au bénéficiaire lors du décès de l'assuré.

Si l'on s'en tient à un point de vue particulier, on constate que, pour justifier la confiance mise en elle par l'assuré, la Compagnie d'Assurance sur la vie va lui offrir toutes les garanties les plus sérieuses tant par sa nature propre que par son fonctionnement.

(1) Solomon S. HUEBNER, *Life Insurance*, 1919, p. 363.

(2) Une telle opinion rappelle la théorie de Mc. CULLOCH (*Taxation and Funding system*, p. 290), qui, envisageant les conséquences de l'impôt de succession en général sur la vie économique, prétendait démontrer qu'au lieu de décourager l'activité de l'homme, elle la stimulait au contraire, chacun voulant produire davantage, afin de laisser aux siens un patrimoine suffisamment important pour subir sans trop de dommage le prélèvement fiscal.

C'est une entreprise basée sur des données mathématiques à l'épreuve d'une longue expérience. D'autre part, ses opérations sont soumises à une réglementation stricte et à une surveillance sévère des pouvoirs publics, qui lui interdisent tout placement hasardeux ou mauvaise gestion.

Plein de confiance dans les destinées de la Compagnie, l'assuré sait que, quelle que soit la date de sa mort, tôt ou tard un capital, grâce à ses primes annuelles versées, sera remis à son décès à celui ou à ceux dont l'avenir le préoccupe. Cette certitude va lui procurer une grande sécurité, et il pourra ainsi se livrer sans appréhension et d'une façon continue aux activités les plus diverses.

Envisagé d'une façon plus générale, le rôle économique de l'Assurance sur la vie n'en est pas moins frappant. Si l'épargne ordinaire parvient au bout d'un temps assez long à créer des capitaux, elle n'est jamais certaine d'atteindre son but, l'épargnant étant toujours menacé d'une disparition prématurée. Au contraire l'Assurance sur la vie, qui est une forme perfectionnée de l'épargne, échappe aux aléas de cette dernière, puisque, quelle que soit la date prochaine ou éloignée du décès de l'assuré, l'épargne de ce dernier sera toujours productrice d'un capital certain, qu'une épargne ordinaire ne pourrait produire qu'après un temps très long.

D'autre part, cette multitude de primes versées par les assurés est constituée par des épargnes individuelles qui, si elles étaient restées isolées, fragmentées entre les mains de leurs possesseurs, seraient demeurées à l'état de poussière de capitaux sans moyen d'action et sans utilité. Rassemblées dans les coffres des Compagnies,

ces fragments multiples vont former d'énormes réserves, qui non seulement serviront à constituer les capitaux destinés aux bénéficiaires, lors du décès des assurés, mais aussi posséderont une puissance d'achat et de circulation considérable qui contribuera à l'enrichissement de la Nation.

Si dans quelques cas particuliers et jusqu'à un certain taux raisonnable d'impôt, l'assuré peut être stimulé à contracter une police plus importante pour garantir, après le prélèvement fiscal, un capital déterminé à ses héritiers ou ayants droit, on ne saurait cependant, sans tomber dans le paradoxe, prêter un tel calcul à la généralité des individus.

En effet en France, malgré le développement de cette institution, le public est encore mal éclairé sur le rôle éminemment utile de l'Assurance sur la vie; le Français ne va pas de sa propre initiative s'assurer; il a besoin, pour s'y résoudre, d'être sollicité à le faire; et souvent ce n'est qu'après avoir subi le siège tenace d'un ami agent d'assurance qu'il finit par céder. Il est donc évident que, dans un tel état d'esprit, malheureusement encore trop généralisé, le Français hésitera encore bien davantage à s'assurer, quand on lui expliquera que ce capital, que la Compagnie s'est engagée à verser à son décès au bénéficiaire, et pour la constitution duquel il lui faudra chaque année se priver d'une partie quelquefois importante de son revenu, n'arrivera entre les mains du bénéficiaire que sérieusement amenuisé par l'impôt.

La fonction sociale de l'Assurance sur la vie doit être également soulignée. Dans le cadre de la famille, elle est le plus sûr garant du maintien du rang social de la

famille, mis en péril par le principe d'égalité en matière de succession. L'apport en numéraire constitué par le capital d'assurance va permettre d'éviter un démembrement toujours désastreux d'un patrimoine souvent difficile à partager. Remarquons aussi que la vulgarisation de l'Assurance sur la vie serait un moyen efficace de lutter contre la dénatalité, la famille étant incitée à s'accroître dans une atmosphère de sécurité et de prévoyance.

D'autre part, l'Assurance sur la vie est le moyen le plus moral de combattre le paupérisme sous toutes ses formes ; non seulement elle maintient en l'état la situation laissée par l'assuré à son décès, mais elle peut aussi permettre l'ascension lente et certaine des classes moins fortunées vers un standard de vie plus élevé. « Si nous la rétablissons dans son véritable caractère, elle apparaît comme une des plus simples et en même temps une des plus sublimes conceptions de l'homme, comme un des moyens les plus infailibles et les moins violents de réaliser dans l'avenir cette idée de la démocratie moderne : la constitution d'un patrimoine dans toutes les familles et la disparition du prolétariat » (1).

L'Assurance sur la vie a également une action civilisatrice et morale, dont bénéficie l'ordre social : elle développe en l'homme ses meilleurs penchants d'abnégation, de prévoyance, et sa notion de responsabilité.

De plus par leur action médicale préventive, dont l'importance sociale ne peut être niée, les Compagnies d'Assurance sur la vie sont arrivées, surtout à l'étran-

(1) DE MONTLUC, *Les assurances sur la vie dans leur rapport avec les principes du droit civil, du droit commercial et les lois de l'Enregistrement*, p. 327.

ger, à obtenir une amélioration sensible de la santé publique.

Le développement de l'Assurance sur la vie, en enrichissant la collectivité, allège d'autant le budget de l'Assistance publique ; par là même cette institution apporte son concours aux finances de l'Etat.

D'autre part, les énormes disponibilités des Compagnies d'Assurance sur la vie vont obligatoirement s'investir en fonds d'Etat ; de sorte que les Compagnies, par la continuité de leurs achats en Bourse, contribuent au maintien des cours et sont comme une sorte de réservoir compensateur du marché financier français (1).

Ces quelques considérations sur le rôle économique, social et financier de l'Assurance sur la vie mettent en relief l'urgente nécessité qu'il y aurait à dégrever du lourd impôt successoral qui l'écrase le capital versé par la Compagnie au bénéficiaire, lors du décès de l'assuré.

Rechercher quel serait le meilleur statut juridique et fiscal à donner à ce capital, en le considérant non plus comme un soi-disant accroissement de la capacité économique des héritiers ou ayants droit, mais au contraire comme une indemnité réparatrice d'un préjudice matériel certain, tel est l'objet de notre thèse.

(1) LEYRIS, directeur de la Foncière, *L'Argus des Assurances*, numéro du 17 décembre 1905.

CHAPITRE PREMIER

ANTAGONISME ENTRE LE DROIT CIVIL ET LE DROIT FISCAL

- I. — Point de vue du droit civil.
- II. — Point de vue du droit fiscal.
- III. — Lutte de l'Administration pour obtenir confirmation légale de ses prétentions.

I. — POINT DE VUE DU DROIT CIVIL

Le Droit Civil distingue entre le bénéficiaire nommé et le bénéficiaire indéterminé.

Bénéficiaire nommément désigné

C'est l'exemple-type de la stipulation pour autrui de l'article 1121 du Code civil.

L'Assurance sur la Vie contractée au profit d'un tiers spécialement désigné lui confère un droit personnel, qui ne repose que sur sa tête (1). Ce tiers devient par son acceptation le créancier direct de la Compagnie et recueille la somme assurée en vertu d'un droit qui lui est propre (2).

Le contrat d'Assurance sur la Vie fait par un mari au profit de sa femme nommément désignée dans la police constitue une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 du Code civil (3).

(1) Grenoble, 11 décembre 1894, D. P. 96, 2, 97. — Civ. r., 9 mars 1896, D. P. 96, 1, 391. — Civ. r., 20 juin 1896, D. P. 97, 1, 73.

(2) Civ. c., 24 février 1902, D. P. 1903, 1, 433.

(3) Nancy, 17 janvier 1888, D. P. 89, 2, 153, et la note de M. BOISTEL. — Civ. c., 8 avril 1895, D. P. 95, 1, 441. — Douai, 10 décembre 1895, D. P. 96, 2, 417, et la note de M. DUPUICH. — Paris, 10 mars 1896, D. P. 96, 2, 465.

Bénéficiaire indéterminé

Son cas est régi par l'article 1122 du Code civil, aux termes duquel « on est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention ».

Le capital stipulé au profit d'un bénéficiaire indéterminé tombe ainsi dans la masse successorale pour y être soumis, au même titre que les autres valeurs de la succession, à l'impôt de mutation par décès.

I. — POINT DE VUE DU DROIT FISCAL

La Régie s'appuie solidement sur l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, qui s'exprime ainsi :

« Sont considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, sous la réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré.

« Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments sont soumis au droit de mutation suivant la nature de leur titre et de leurs relations avec le défunt, conformément au droit commun. »

Cette loi, promulguée au *Journal Officiel* du 21 juin 1875, fut suivie d'une Instruction de la Régie relative à son exécution (1), dont voici le texte, que l'on peut trouver dans le n° 4961 de la *Revue du Notariat* :

« Des difficultés se sont fréquemment élevées sur le point de savoir si l'impôt de mutation par décès doit être exigé dans tous les cas sur les sommes, rentes ou émoluments que les Compagnies d'Assurance paient à raison du décès de l'assuré. L'article 6 est destiné

(1) Instr. 2517, paragraphe 6; Rép. pér., n° 4111, p. 380.

« à mettre un terme à ces difficultés ; il décide, d'une
« manière générale, que ces valeurs doivent être consi-
« dérées pour la perception du droit comme faisant par-
« tie de la succession de l'assuré. Il contient une réserve
« au sujet des droits de communauté, s'il en existe une.
« D'après les observations du Rapporteur cette réserve
« signifie que, si l'assuré est marié sous le régime de
« communauté, la femme survivante ne doit pas le droit
« de mutation sur la part qu'elle prélève comme com-
« mune en biens.

« Il a été expliqué au cours de la discussion que, lors-
« qu'un assuré s'est dessaisi pendant sa vie au moyen
« d'une cession à titre onéreux de l'émolument éventuel
« de l'assurance, cet émolument n'est pas passible, lors
« de son décès, du droit de mutation. Quant au bénéfi-
« ciaire à titre gratuit des sommes ou autres valeurs
« stipulées par les polices, il est, dans tous les cas, et
« d'après les termes formels de l'article 6, soumis au
« droit de mutation, conformément au droit commun. »

III. — LUTTES DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT POUR OBTENIR L'AFFIRMATION LEGALE DE SES PRETENTIONS

Mais avant d'obtenir du législateur de 1875 qu'il fasse droit à ses prétentions, la Régie avait dû livrer un combat incessant, obstiné, depuis l'Ordonnance royale du 22 décembre 1819, qui autorisait la Compagnie Générale à joindre à sa branche déjà existante celle toute nouvelle de l'Assurance sur la Vie (1).

(1) On a coutume de considérer l'Ordonnance royale du 22 décembre 1819 comme la date de naissance de l'assurance sur la vie. Cette Ordonnance constitue plus exactement la date d'une renaissance; en fait, nous devons cette institution à l'ANCIEN RÉGIME; pour en avoir la certitude, il n'est pas nécessaire de remonter à la création de l'Association Tontinière, qui formait par les apports de ses membres une masse commune de capitaux, dont, après un certain nombre d'années, un revenu était distribué entre les membres survivants, jusqu'au décès du dernier d'entre eux, la rente touchée par chacun augmentant à mesure que diminuait le nombre des rentiers. Cette Association Tontinière, inspirée par le banquier Lorenzo Tonti et autorisée en France par Mazarin en 1653, n'était qu'une combinaison à but essentiellement fiscal, étrangère à toutes les considérations sociales que l'on retrouve à la base de l'assurance sur la vie.

C'est au xvi^e siècle que l'assurance sur la vie a fait son apparition, sous la forme de paris faits sur l'existence de personnes allant accomplir une entreprise plus ou moins dangereuse. Ayant donné lieu à de nombreux abus, cette forme d'assurance fut interdite; l'Ordonnance de Philippe II, en 1570, Le Guidon de la Mer, en 1589, et l'Ordonnance sur la marine en 1691, avaient successivement maintenu cette inter-

Au lendemain de cette Ordonnance, l'Administration, à défaut d'autres arguments meilleurs et plus précis, en appellera à la loi du 22 frimaire an VII pour justifier ses prétentions sur cette forme toute nouvelle de transmission de biens. Cette loi soumet à un droit proportionnel toute transmission de propriété ou d'usufruit, qui s'effectue au décès, ce droit devant être payé à ce moment par les héritiers, légataires et donataires pour

diction. L'article X, livre 3, titre 7, de l'Ordonnance sur la marine, s'exprime ainsi : « Défense de faire aucune assurance sur la vie des personnes » (ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XIX, p. 323).

Cependant, pour trouver la date de la naissance officielle de l'assurance sur la vie, il faut se référer à l'arrêt du Conseil du roi du 3 novembre 1787.

Cet arrêt autorisait en ces termes l'établissement de la Compagnie Royale d'Assurances générales : « Sa Majesté s'est fait rendre compte de la nature et des principes des divers établissements fondés en Europe sous le nom d'assurances sur la vie, et a reconnu qu'ils renfermaient des avantages précieux; liant utilement le présent à l'avenir, elles ramèneraient le sentiment d'affection et d'intérêt réciproque qui font le bonheur de la société et en augmentent la force » (ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXVIII, p. 463).

Mais la première Compagnie française d'assurance sur la vie n'eut qu'une existence éphémère, et fut emportée, comme tant d'autres institutions, dans la tourmente révolutionnaire. La Convention, le 24 août 1793, supprimait en effet purement et simplement les « associations destructives du crédit public », au nombre desquelles elle comprenait les assurances sur la vie (*Ancien Moniteur Universel*, XVII, p. 483).

Sous l'influence des idées d'alors, le Code civil voulut ignorer notre institution, invectivée véhémentement par Portalis dans l'exposé des motifs du titre de la vente : « La cupidité qui spéculé sur les jours d'un citoyen est bien souvent voisine du crime qui peut les abrégés » ... « Ces espèces de pactes, déclarait-il aussi, sont odieux, et ils peuvent n'être pas sans danger... Un pareil acte est vicieux en soi. »

Cet ostracisme, dont l'ère révolutionnaire et impériale frappa l'assurance sur la vie, détourna l'attention de la Régie de cette institution mort-née.

le testament et *autres actes de libéralité à cause de mort* (Art. 14, n^{os} 8, 24, 27, 29, 32, 39, 69).

Plus tard la loi du 21 avril 1832, dans son article 33, viendra étayer la thèse de l'Administration; cette loi fixe la quotité de perception des droits d'enregistrement des donations entre vifs et des mutations par décès, soit par succession, soit par testaments, ou *autres actes de libéralité à cause de mort*.

En 1860, un arrêt de la Cour suprême du 21 mars (1) décidait que toutes les transmissions soumises à *l'événement du décès* font partie des mutations par décès, sans distinguer entre les transmissions qui s'effectuent d'après l'ordre légal des successions ou en vertu des dispositions testamentaires ou dans un acte entre vifs.

Aussi, interprétant en sa faveur cet arrêt, l'Administration, qui considérait le bénéfice de l'assurance sur la vie comme une donation de capital par l'assuré, affirmait-elle ses prétentions en réclamant l'impôt sur ce capital-donation, dont la transmission était subordonnée, disait-elle, à l'événement du décès de l'assuré (2).

Mais si la Régie considérait cette dévolution comme une libéralité à cause de mort, l'arrêt de la Cour de Lyon du 2 juin 1863 (3) allait, en revanche, lui retirer ses moyens d'action. Cet arrêt disait :

« Considérant qu'il s'ensuit que le montant de l'as-

(1) 21 mars 1860, I, 2174, 9.

(2) LEFORT, dans son *Traité théorique et pratique de l'assurance sur la Vie*, p. 202, réfute cette interprétation administrative, suivant laquelle la transmission du capital de l'assurance sur la vie serait subordonnée à l'événement du décès. Considérant la mort de l'assuré comme un sinistre, comme un préjudice matériel, il voit dans cette mort la raison même du paiement d'une indemnité, et non l'occasion du versement éventuel d'un capital.

(3) D. P. 1863, 2, 119.

« surance n'est point alors une valeur qui ait été placée
« dans le patrimoine de l'assuré, et qui ait eu à en sor-
« tir, que c'est un avantage créé directement pour au-
« trui par la convention. »

Les tribunaux, en interprétant cet arrêt, ne se soucièrent nullement de distinguer entre le cas où l'assuré, ayant stipulé le bénéfice de l'assurance pour des personnes indéterminées, ce bénéfice aurait dû logiquement tomber dans la succession de l'assuré, en vertu de l'article 1122 du C. civ., et le cas où, le bénéficiaire étant nommément désigné, le montant de l'assurance ne saurait être l'objet de l'impôt de mutation par décès, puisqu'il ne provient pas du patrimoine de l'assuré.

Ainsi la Régie se trouvait-elle frustrée de toutes façons puisque, même lorsque le contrat était stipulé au profit de personnes indéterminées, la jurisprudence estimait que le capital versé au bénéficiaire n'avait jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et qu'il était, au contraire, recueilli par la ou les personnes gratifiées, en vertu d'un droit propre, et cela, quel que fût le mode de désignation employé dans le contrat (1).

La jurisprudence semblait vouloir ainsi traduire et respecter l'intention manifeste de l'assuré qui était, non pas d'augmenter son patrimoine, mais de créer, en dehors de ce dernier, un capital intangible à revenir au bénéficiaire à titre d'indemnité pour le préjudice matériel que lui causerait la disparition de l'assuré.

Mais l'Administration ne se tenait pas pour battue, et elle sut tirer admirablement parti du premier coup

(1) Colmar, 25 février 1865, D. 65, 2, 93. — Paris, 5 avril 1867, D. 67, 2, 221.

porté par la Cour d'Aix, en 1871, à cette jurisprudence, si néfaste à ses intérêts.

En effet, le 16 mai 1871 (1), cette Cour, considérant les termes « héritiers ou ayants droit » comme « vagues et indéterminés », déclara que le capital stipulé payable par la COMPAGNIE d'assurance aux héritiers ou ayants droit faisait partie de la succession.

Cet arrêt divisait ainsi les contrats d'assurance sur la vie en deux catégories bien tranchées :

D'abord ceux souscrits au profit de personnes déterminées;

Ensuite ceux souscrits au profit de personnes indéterminées.

Dans le cas du contrat souscrit au profit de personnes déterminées, le bénéficiaire acquérait son droit dès la signature du contrat, et le capital qui lui était versé par la compagnie d'assurance au décès de l'assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine de ce dernier, aucun droit de mutation ne pouvait être perçu sur ce capital, bien que le bénéficiaire l'encaissât à l'occasion de l'événement du décès.

Aussi l'Administration parvint-elle, dans un pourvoi admis par la Cour de cassation contre un jugement de Saverne, à faire confirmer par la Cour suprême, le 7 février 1872, le principe qui avait été posé par la Cour d'Aix en 1871.

Et, en 1873, dans un arrêt célèbre (15 décembre 1873) au sujet d'une affaire de droit civil (2), la Cour de cassation confirma et précisa sa position prise en 1872, en déclarant que l'article 1121 du C. civ. ne pouvait être

(1) S. 72, 2, 68; D. P. 72, 2, 18.

(2) Cass., 15 décembre 1873, R. P., n° 3826; D. P. 74, 113.

appliqué que lorsque la disposition était faite au profit d'une personne déterminée.

Si cette jurisprudence, qui abandonnait aux appétits fiseaux le capital souscrit au profit de personnes indéterminées, en lui refusant celui souscrit au profit de personnes déterminées, était très généralement approuvée par la Doctrine, elle avait cependant parmi les auteurs quelques détracteurs résolus (1). Les uns ne voulaient voir dans le contrat d'assurance sur la vie qu'un contrat d'indemnité pour le préjudice matériel et soutenaient que, pour ce motif, on ne pouvait appliquer les droits de mutation par décès à la dévolution du capital par la compagnie d'assurance (2). D'autres, au contraire, prétendaient pouvoir décomposer la stipulation d'assurance en deux contrats distincts : la créance contre la compagnie par le fait même du contrat entrant dans le patrimoine de l'assuré pour être ensuite transmise par ce dernier au bénéficiaire de l'assurance. C'était donc, à leur avis, en qualité de créance transmise au bénéficiaire que le capital versé par la compagnie devait être assujéti au droit de mutation par décès.

C'est pour faire cesser ces controverses, et surtout pour mettre en échec une fois pour toutes une jurisprudence si souvent hostile à ses desseins, que la Régie fit appel au législateur; et son appel fut d'autant plus pressant que les Compagnies d'assurance sur la vie, malgré les entraves apportées à leur développement (3),

(1) PAULNIER, *Etudes sur les assurances sur la vie, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue civil*, p. 6 et suiv.

(2) ROME, *Du contrat d'assurance sur la vie*, p. 278. — DE LOYNES, TROPLONG, DALLOZ, *Jurispr. génér.*, V^o Assur. terrestre, n^o 312.

(3) Il est utile de rappeler à ce sujet le désintéressement total du législateur à l'égard de cette institution. Chose curieuse, il n'en recon-

ne cessaient de prospérer. Aussi l'Administration ne pouvait-elle laisser plus longtemps lui échapper en partie la perception de droits de mutation sur cette valeur nouvelle.

Le projet de loi présenté au Parlement s'exprimait ainsi :

« Sont considérés pour la perception des droits de
« mutation par décès comme faisant partie de la suc-
« cession d'un assuré, les sommes, rentes ou émoluments
« quelconques dus par l'assureur à raison du décès de
« l'assuré. »

Ce projet fut, comme on le pense, fort mal accueilli. De Courcy, administrateur de la C^{ie} des Assurances générales, développa les arguments les plus convaincants pour faire abandonner ce texte. Intervinrent aussi avec véhémence Naquet et Alfred André, qui mirent en garde la Commission du Budget contre les conséquences funestes qu'un tel projet ne manquerait pas de produire; les nombreux étrangers qui s'assuraient alors auprès de nos Compagnies françaises n'allaient-ils pas délaisser ces dernières pour donner leur préférence désormais aux Compagnies de leur propre pays?

Nos nationaux eux-mêmes n'auraient-ils pas intérêt donéavant à s'assurer à l'étranger?

On ne manqua pas, en outre, de faire remarquer le

nut la légalité et l'existence juridique que d'une façon tout à fait indirecte dans des dispositions d'ordre fiscal qui, édictées dans l'intérêt du Trésor, ne cherchaient pas à en faciliter l'essor (loi du 4 juin 1850, qui, frappant du droit de timbre les effets de commerce et les actions dans les sociétés, ainsi que les polices d'assurances, spécifiait que les contrats d'assurances sur la vie seraient soumis à l'impôt nouveau. — Loi du 24 juin 1867, qui, dans son article 66, dispose que les sociétés d'assurances resteraient soumises à l'autorisation gouvernementale, y compris l'assurance sur la vie).

bouleversement apporté par ce projet à tous nos principes juridiques et aux décisions jurisprudentielles les plus concordantes.

On objectait également qu'il eut été plus opportun que le législateur envisageât le problème dans son ensemble, sous tous ses aspects, et tout d'abord sous l'aspect juridique; et une fois le statut juridique du capital versé par la Compagnie d'assurance sur la vie bien solidement établi, il eut été facile d'en tirer des dispositions fiscales appropriées.

L'Assemblée Nationale n'en vota pas moins ce projet, qui devint l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, déjà cité, et qui est devenu l'article 65 du Code de l'Enregistrement de 1934.

En confrontant ce texte définitif avec celui du projet de loi, on y relève deux amendements, qui atténuent la rigueur du texte proposé : tout d'abord, une réserve est faite des droits de la communauté, s'il en existe une; et ensuite il est spécifié que cette loi ne s'applique qu'au bénéficiaire à titre gratuit.

Ces luttes sans répit de l'Administration pendant plus d'un demi siècle pour obtenir enfin, contre la Doctrine et la Jurisprudence, l'affirmation légale de ses prétentions sur le capital versé par la Compagnie d'assurance sur la vie au bénéficiaire, lors du décès de l'assuré, mettent en un saisissant relief l'antagonisme entre le Droit civil et le Droit fiscal.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 21 JUIN 1875

- I. — Il s'agit d'un bénéficiaire à titre gratuit
- II. — Ces dispositions concernent le bénéfice versé
à raison du décès de l'assuré
- III. — Ce bénéfice est constitué par des sommes,
rentes ou émoluments
- IV. — Modifications apportées aux conditions
d'application de l'article 6 par la loi du 25 février 1901
sur le régime fiscal des successions

Nous dégageons du texte de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 trois conditions fondamentales :

Tout d'abord, il s'agit d'un bénéficiaire à titre gratuit.

Ensuite ces dispositions concernent le bénéfice versé à raison du décès de l'assuré.

Enfin ce bénéfice est constitué par des sommes, rentes ou émoluments.

Après avoir étudié séparément chacune de ces trois conditions, nous rappellerons les modifications apportées aux conditions d'application de l'article 6 par la loi du 25 février 1902 sur le régime fiscal des successions.

I. — IL S'AGIT D'UN BENEFICIAIRE A TITRE GRATUIT (1)

Cette première condition demande à être précisée sur plusieurs points :

(1) Cass. civ., 17 juin 1889, J. E. 23241; D. P. 89, 1, 454. — Civ., 21 octobre 1896, Instr. 2935, 2; D. P. 97, 1, 454. — Req., 27 décembre 1911, Instr. 2345, 2; D. P. 1913, 1, 307.

1^{er} Peu importe que cette attribution gratuite du bénéfice de l'assurance à un tiers déterminé soit stipulée dans la police elle-même ou qu'elle provienne d'un avenant ultérieur.

Elle n'en est pas moins dans les deux cas sujette au droit de mutation par décès. « L'écrit ultérieur, dit avenant d'attribution, exclusif de toute transmission, fait corps et s'identifie avec la police (1). Le capital assuré est censé avoir toujours appartenu, dès le principe, au bénéficiaire désigné dans cet acte modificatif » (2).

2^e Cette désignation vague de « bénéficiaire » englobe aussi bien le bénéficiaire indéterminé que le bénéficiaire désigné.

Avant la loi de 1875, seul le capital stipulé au profit d'un bénéficiaire indéterminé était, d'après la majorité de la doctrine et de la jurisprudence, soumis à l'impôt de mutation par décès, puisque le droit à ce capital, pendant la vie de l'assuré, constituait une créance patrimoniale sur la Compagnie d'assurance et tombait, à la mort de ce dernier, dans la masse successorale pour y subir les règles générales de liquidation des successions.

Quant au bénéficiaire désigné, il était considéré comme échappant à cet impôt, puisqu'il était investi *jure proprio* de son bénéfice en vertu d'une stipulation, qui faisait de lui le créancier de l'assureur.

(1) DUPUICH, *Traité prat. de l'ass. s. la vie*, n^{os} 14 et suiv. — BAILLY, *De la transmission du bénéf. du contr. d'ass.*, n^o 12, p. 37. — Cass. civ., 16 janvier 1888, D. P. 88, 1, 77.

(2) Cass. req., 22 juin 1891, D. P. 92, 1, 205. — Cit. E. BESSON, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, p. 164, alinéa 2 (Bibliothèque fiscale Dalloz).

Désormais, pour la *perception* des droits de mutation par décès, il n'y aura plus lieu de faire une distinction entre bénéficiaire indéterminé et bénéficiaire déterminé, le premier assujetti à l'impôt, le second y échappant : tous les deux y seront soumis.

Mais cette distinction demeurera nécessaire à établir pour la *liquidation* de l'impôt; il faudra, dans chaque espèce, se demander si l'on est en présence de l'un ou de l'autre bénéficiaire; quand on aura affaire avec un bénéficiaire indéterminé, ce dernier se trouvera investi *jure hereditario*. La loi de 1930 le confirme d'ailleurs dans son article 66 : « lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désignation d'un bénéficiaire, le capital fait partie de la succession du contractant ». Alors la fixation de l'élément imposable ne pourra être opérée qu'après que le bénéfice d'assurance aura subi, en sa qualité de valeur successorale, les amputations pouvant résulter de l'application à la succession des modalités de liquidation qui la régissent. Au contraire, s'il s'agit d'un bénéficiaire désigné, il se trouvera investi *jure proprio*, comme d'ailleurs le confirme la loi de 1930 dans son article 67, *in initio* : « Les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers ne font pas partie de la succession de l'assuré ». Alors l'élément imposable de ce bénéfice sera soustrait au sort des valeurs successorales.

Voilà pourquoi, dans le cas où la désignation du bénéficiaire serait faite en termes équivoques, il y aura grand intérêt à pouvoir néanmoins apprécier avec certitude si ce bénéficiaire est suffisamment désigné, ou s'il doit être classé dans la catégorie des « indéterminés ».

Avant la loi de 1930, la Jurisprudence n'était pas tou-

jours d'accord pour régler ces cas de désignation douteuse.

Pendant un certain temps, la Jurisprudence a estimé qu'en stipulant au profit de ses héritiers, de ses enfants ou de ses ayants droit, le *de cujus* désignait ainsi des bénéficiaires déterminés, qui recueillaient l'indemnité d'assurance *jure proprio* (1).

Un arrêt de la Cour de cassation du 7 février 1872 (2) a fait abandonner cette jurisprudence en déclarant que le bénéficiaire ainsi désigné devait être considéré comme indéterminé, et que, de ce fait, le bénéfice d'assurance faisait partie de la succession.

S'inspirant désormais de cet arrêt, les Cours refusèrent de reconnaître le caractère de bénéficiaires déterminés aux bénéficiaires « enfants nés ou à naître (3), héritiers ou ayants droit (4), héritiers du stipulant ou à son ordre » (5).

Il résulte de ces décisions que le caractère non équivoque de bénéficiaire déterminé provient de la désignation nominale du bénéficiaire ou, à défaut du nom du bénéficiaire, d'une désignation suffisamment précise

(1) C. Lyon, 2 juin 1863, D. P. 63, 2, 119. — C. Colmar, 27 février 1865, Rép. pér., n° 2207; D. P. 65, 2, 93. — C. Paris, 5 avril 1867, Rép. pér., n° 2472; D. P. 67, 2, 221. — C. Besançon, 23 juillet 1872, D. P. 72, 2, 220.

(2) Rép. pér., n° 3407; D. P. 72, 1, 209.

(3) C. Lyon, 9 avril 1878, D. P. 79, 2, 158. — C. Rennes, 23 juin 1879, D. P. 79, 2, 155. — C. Amiens, 19 juin 1901, D. P. 1903, 5, 8.

(4) C. Amiens, 30 décembre 1876, D. P. 77, 1, 504.

(5) Cass., 15 décembre 1873, D. P. 74, 1, 113. — 10 février 1880, D. P. 80, 1, 169. — C. Besançon, 14 mars 1883, D. P. 83, 2, 129.

pour permettre la détermination certaine de l'identité du bénéficiaire (1).

La loi de 1930 a consacré la jurisprudence de cet arrêt du 7 février 1872 dans son article 63, qui, interprétant la volonté très probable du contractant, s'exprime ainsi :

« Le capital ou la rente assurés peuvent être payables lors du décès de l'assuré à un ou plusieurs bénéficiaires déterminés.

« Est considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par laquelle le contractant attribue le bénéfice de l'assurance, soit à sa femme sans indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés ou à naître, soit à ses héritiers, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leur nom dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré.

« L'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse, même après la date du contrat. En cas de second mariage, le profit de cette stipulation appartient à la veuve.

« Les enfants et descendants, les héritiers du contractant ainsi désignés ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leur part héréditaire. Ils conservent ce droit en cas de renonciation à sa succession.

« En l'absence de désignation d'un bénéficiaire déterminé dans la police ou à défaut d'acceptation par le bénéficiaire désigné, le souscripteur de la police a le droit de désigner un bénéficiaire ou de substituer un bénéficiaire à un autre.

« Cette désignation ou cette substitution se fait, soit

(1) DUPUICH, *op. cit.*, n° 35. — LAMBERT, *Du contrat en faveur des tiers*, n° 129. — CHAMPEAUX, *La stipulation pour autrui*, p. 118.

par testament, soit entre vifs par voie d'avenant ou en remplissant les formalités édictées par l'article 1690 du Code civil ou, quand la police est à ordre, par voie d'endossement. »

3° Il s'agit aussi bien d'un bénéficiaire unique que de bénéficiaires conjoints ou successifs.

4° Le caractère gratuit ou onéreux du bénéfice est une pure question d'espèce.

L'Administration avait tout d'abord prétendu que l'article 6 de la loi de 1875 attachait au bénéfice d'assurance une présomption légale de gratuité, sauf preuve contraire. Plusieurs jugements confirmèrent ce point de vue (1). Cependant, le tribunal de Verdun jugea (2) qu'il ne pouvait s'agir que d'une présomption simple de gratuité, le gratifié pouvant faire la preuve contraire par tous les moyens, et notamment par d'autres présomptions.

Mais la Régie a dû renoncer à cette conception et admettre, avec la Cour de cassation, que la détermination du caractère gratuit ou onéreux du bénéfice n'était qu'une pure question d'espèce. « Ainsi que le décide la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation, le caractère de gratuité du contrat d'assurance, auquel se lie l'exigibilité du droit de mutation par décès sur l'émolument recueilli par le bénéficiaire, ne peut valablement se déduire que des circonstances variables de cha-

(1) Seine, 6 février 1904, R. E. 3606. — 6 mai 1904, J. E. 27081.
— 3 janvier 1910, R. E. 5, 231.

(2) Tribunal de Verdun, 1^{er} juillet 1894, J. E. 24548.

que espèce à interpréter sous le contrôle des tribunaux » (1).

5° Mais il y a des cas où le caractère onéreux du bénéfice est manifeste, et fait échapper ce dernier à l'impôt de mutation par décès, et, dans ces cas-là, il devient aisé au bénéficiaire d'en faire la preuve :

A) Lorsque l'assurance est souscrite au profit d'un créancier, soit en paiement d'une dette, soit en paiement d'une rente viagère ; il s'agit alors d'une dation en paiement ayant tous les caractères d'une opération à titre onéreux ;

B) Le cessionnaire à titre onéreux du capital d'assurance-vie échappera, lui aussi, et pour la même raison, à l'impôt de mutation par décès, à la mort de l'assuré (2). Ce cessionnaire peut avoir acquis la créance contre la Compagnie soit directement de l'assuré, soit du bénéficiaire. Cette cession s'opère, soit comme toute cession civile de créance, en vertu des articles 1689 et 1690, soit par transport, endossement, vente publique aux enchères ou abandon d'actif après faillite (3).

Notons que l'Administration, s'appuyant sur une jurisprudence constante (4), considère comme une opéra-

(1) Cass. civ., 17 juin 1889, J. E. 23241 ; D. P. 89, 1, 454. — 27 décembre 1911, Instruction 2345, 2 ; D. P. 1913, 1, 307. — Cit. E. Besson, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, paragraphe 316, p. 165 (Bibliothèque fiscale Dalloz).

(2) Instr. 2517, 7. — Solut. 29 juin 1901, Instruct. 2935, 2, p. 39. — Solut. 30 mars 1903 et 26 décembre 1911, Seine.

(3) Paris, 5 mars 1873, D. P. 74, 2, 104. — Lyon, 10 janvier 1882, J. des Assur., 1883, p. 19. — Belfort, 15 décembre 1891, D. P. 94, 2, 59.

(4) Paris, 18 mai 1867, D. P. 93, 1, 178, note a. — Riom, 23 janvier 1889, sous Cass. civ., 6 mai 1891, D. P. 93, 1, 177. — Paris, 12 mai 1898, D. P. 99, 2, 313. — Lyon, 2 avril 1901, D. P. 1904, 2, 169.

tion gratuite l'endossement de police d'assurance sur la vie, dans lequel a été omise la mention de la valeur fournie. De plus, elle estime que « même dans le cas où la police renferme cette énonciation, les actes et faits constants de la cause peuvent révéler l'existence d'une libéralité réalisée au profit du cessionnaire, sous l'apparence d'un endossement. Lorsque cette preuve est faite, le cessionnaire est, suivant l'arrêt précité du 27 décembre 1911, tenu d'acquitter, à la mort du cédant, sur les sommes dues par la Compagnie d'assurance, le droit de mutation par décès correspondant à son degré de parenté avec le défunt » (1).

La loi de 1930 est venue confirmer la validité de ces cessions, d'abord dans son article 61 elle dit :

« La police d'assurance peut être à ordre. Elle ne peut être au porteur. L'endossement d'une police d'assurance sur la vie à ordre doit, à peine de nullité, être daté, indiquer le nom du bénéficiaire de l'endossement et être signé de l'endosseur ». Et l'article 70 ajoute :

« Tout bénéficiaire peut, après avoir accepté la stipulation faite à son profit, et si la cessibilité de ce droit a été expressément prévue, ou avec le consentement du contractant, transmettre lui-même le bénéfice du contrat, soit par une cession dans la forme de l'article 1690 du Code civil soit, si la police est à ordre, par endossement ».

C) Enfin, le gratifié qui, au cours de l'exécution du contrat, s'est substitué à l'assuré pour continuer le paie-

(1) Biblioth. fiscale Dalloz : Besson, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, p. 165, paragr. 317. — Tribunal Reims, 25 mai 1909, R. E. 5189.

ment des primes n'est-il pas, pour la portion du bénéfice correspondant aux primes qu'il a versées, un bénéficiaire à titre onéreux?

Notons que l'article 74 de la loi de 1930, qui stipule que « tout intéressé peut se substituer au contractant pour payer les primes » vient confirmer le droit déjà reconnu au bénéficiaire de prendre cette initiative. Mais le gratifié ne doit pas toujours être considéré, dans ce cas, comme un bénéficiaire à titre onéreux. Il faut, en effet, distinguer :

L'Administration ne reconnaît le caractère onéreux de l'acquisition du capital d'assurance par le bénéficiaire qui s'est substitué à l'assuré pour le paiement des primes que dans le cas où ce paiement total ou partiel par le bénéficiaire provient d'une stipulation expresse de la police ou d'un avenant, ou qu'il s'est effectué d'accord avec l'assuré (1). Et, dans ce cas, elle ne perçoit le droit de mutation par décès que sur la portion de capital correspondant aux primes versées par le défunt. La Cour de cassation a confirmé ce point de vue (2).

Quid, lorsque le bénéficiaire s'est expressément réservé le droit de répéter contre l'assuré les primes qu'il verse à la décharge de celui-ci ?

« Un tel recours ne permet plus de considérer le bénéficiaire comme ayant acquis à prix d'argent le bénéfice du contrat; c'est bien à titre gratuit que, dans ce cas, il recueille le bénéfice de l'assurance et, par conséquent, il est tenu, au décès de l'assuré, du droit de muta-

(1) Solut. 11 mai 1891, J. E. 23928. — Instruct. 2935-2, p. 39.

(2) Cass. civ., 31 décembre 1919, J. E. 30828.

tion sur l'émolument qui lui est attribué (1). Ajoutons que, à l'égard des primes d'assurance versées en dehors de toute stipulation ou accord à ce sujet et dans les termes de l'article 1236 du Code civil par le bénéficiaire du contrat, le droit de répétition de ces primes n'a pas besoin d'être expressément réservé par ce dernier; ce recours est de droit (2); et, dans ces conditions, le fait par le bénéficiaire d'avoir payé les primes ne saurait ni altérer le caractère gratuit de son attribution, ni, par suite, l'affranchir du droit de mutation par décès à la mort de l'assuré » (3).

Il va de soi que le bénéficiaire à titre gratuit ne saurait échapper à l'impôt de mutation par décès en remboursant, à la mort de l'assuré, les primes payées par ce dernier (4).

(1) Solut. 19 août 1878, J. E. 21723; D. P. 80, 5, 168.

(2) LAROMBIÈRE, t. IV, art. 1236-5. — DEMOLOMBE, t. XXVII, 79. — LAURENT, t. XVII, 488. — Cass. req., 3 février 1879, D. P. 79, I, 231.

(3) Saint-Marcellin, 6 décembre 1902, J. E. 26546. — Cit. E. BESSON, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, p. 167, alinéa 1^{er} (Bibliothèque fiscale Dalloz).

(4) Arras, 17 mai 1893, et sur pourvoi Cass. civ., 21 octobre 1896, Instruct. 2935-2, D. P. 97, 1, 454.

II. — CES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6 CONCERNENT LE BENEFICE VERSE PAR LA COMPAGNIE A RAISON DU DECES DE L'ASSURE (1).

Ne sont donc pas assujetties à l'article 6 les assurances en cas de vie, ni les assurances contractées au profit d'un tiers sur la tête d'un autre tiers.

Quid pour les assurances mixtes ?

Si le souscripteur survit au terme stipulé, l'article 6 n'est pas applicable, puisque les effets du contrat sont ceux d'une assurance en cas de vie.

Mais si, au contraire, le souscripteur vient à mourir avant le terme, il s'agit alors d'une assurance en cas de décès visée par les dispositions de l'article 6.

Quid pour les assurances à terme fixe ?

C'est-à-dire lorsque, dans une assurance mixte, l'indemnité due est stipulée payable non pas immédiatement après le décès, mais à une date fixée par la police.

Dans ce cas, le bénéficiaire n'échappera pas non plus aux dispositions de l'article 6, puisque le décès de l'assuré le rend immédiatement créancier de l'indemnité

(1) Solution 24 août 1896, J. E. 21166.

qu'il touchera à l'expiration du terme fixé (Article 14, n° 2, L. frim.).

Même décision dans le cas où les bénéficiaires sont appelés les uns à défaut des autres (Sol. 8 octobre 1913).

D'autre part, l'indemnité payable à terme fixé garderait son caractère de créance soumise à l'impôt successoral, même s'il était stipulé que le bénéficiaire pourrait obtenir, dès le décès de l'assuré, le paiement de cette indemnité, diminuée du montant des intérêts pour versements anticipés (Sol. 15 avril 1889, Rép. pér., n° 7293; Marseille, 26 janvier 1909, Rép. pér., n° 11895).

Quid s'il est stipulé dans un contrat d'assurance à terme fixe que l'indemnité sera payée à la date convenue, soit au souscripteur, s'il est vivant à cette date, soit, s'il est décédé, à un bénéficiaire déterminé ou, à défaut de celui-ci, à ses héritiers ? (1)

Dans ce cas, « la stipulation est affectée, à l'égard du bénéficiaire déterminé, d'une condition suspensive, à savoir son existence, après le décès du souscripteur, au terme fixé pour le paiement de l'indemnité. En conséquence, si le souscripteur vient à décéder avant l'échéance de ce terme, le bénéficiaire ne saurait être astreint au paiement du droit de mutation par décès.

L'indemnité dépend, sous condition résolutoire, de la succession du stipulant et les héritiers sont tenus de la comprendre dans la déclaration et d'acquitter l'impôt sur le montant d'après les tarifs applicables à leur degré.

(1) R. P. n° 12249.

de parenté (Bordeaux, 6 avril 1908, Rép. pér., n° 11681 ; Conf. Seine, 26 mars 1886, Rép. pér., n° 6682) ».

Quid en cas d'assurance individuelle contre les accidents, quand il y est prévu que le décès du souscripteur accidenté devra motiver un versement par la Compagnie à un bénéficiaire désigné ?

Dans ce cas particulier d'assurance individuelle contre les accidents, l'article 6 doit être appliqué, comme dans le cas de la convention classique d'assurance en cas de décès ; la désignation très générale « à raison du décès de l'assuré » l'indique clairement (1).

Quid en cas d'assurance contre les accidents contractée soit par un patron pour se couvrir des risques d'accident mortel pouvant survenir à son subordonné, soit par un propriétaire de voiture pour se couvrir des risques d'accident mortel causé à des tiers par sa machine ?

Dans ces deux cas, l'article 6 n'est pas applicable ; en effet, si le décès du subordonné ou du tiers est bien la cause déterminante de la remise par la Compagnie d'un capital au bénéficiaire, cependant ni ce subordonné ni ce tiers décédé n'étaient eux-mêmes les *souscripteurs* de la police ; ainsi ils n'étaient pas les assurés désignés par le législateur de 1875.

(1) Solutions 11 septembre 1901 et 2 août 1912, Seine

III. — CE BENEFICE EST CONSTITUE PAR DES SOMMES, RENTES OU EMOLUMENTS QUELCONQUES

L'impôt de mutation doit frapper l'émolument net.

Quid lorsque le bénéfice est constitué non par un capital, mais par une rente ? Comment évaluer le capital correspondant à cette rente et qui servira d'assiette à notre impôt ?

Faudra-t-il multiplier la rente par 10, selon l'article 14, paragraphe 9, de la loi du 22 frimaire, an VII, ou bien, en invoquant le paragraphe 7 du même article 14 de cette même loi, calculera-t-on les droits de mutation sur la totalité des primes versées ?

La Régie s'est d'abord rangée à cette dernière méthode. Ensuite elle a adopté la première méthode, d'après laquelle la valeur imposable de la rente à déclarer est représentée par le capital au denier 10 de cette rente, quelle que soit la valeur de ladite rente, basée sur l'âge du crédirentier (1).

(1) Solution 10 juillet 1907, Seine. — Beauvais, 11 mars 1910, J. E. 28027.

IV. — MODIFICATIONS APPORTEES AUX CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 21 JUIN 1875 PAR LA LOI DU 25 FÉVRIER 1901 SUR LE RÉGIME FISCAL DES SUCCESSIONS.

Si cette loi du 25 février 1901 occupe une place très importante en raison des réformes qu'elle a opérées dans le régime fiscal des successions, elle n'a cependant pas porté atteinte aux dispositions générales de l'article 6 de la loi de 1875.

La seule mesure intéressant notre sujet, prise par la loi de 1901, est l'exonération de l'impôt de mutation par décès pour les assurances souscrites à l'étranger. E. Besson (1) nous donne à ce sujet les renseignements suivants :

« Sont exonérés du droit de mutation par décès établi par la loi du 21 juin 1875, les assurances contractées à l'étranger, pourvu que l'assuré, quelle que soit sa nationalité, n'ait en France, lors de son décès, aucun domicile de fait ou de droit (L. 25 févr. 1901, art. 15, § 6). On doit considérer d'ailleurs comme passée à l'étranger la convention d'assurance souscrite et signée par l'assuré dans une localité située hors de notre territoire,

(1) E. BESSON, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions en France et en Algérie*, 1920, p. 179.

par l'intermédiaire de l'agence d'une Compagnie française, alors même que cette Compagnie n'aurait apposé sa signature sur la police qu'à son siège social en France (Instr. 3051-5).

« C'est aux intéressés à établir, notamment par la représentation de la police, que l'assurance a été souscrite à l'étranger (Sol. 7 juillet 1905, Seine). Doivent être assimilés à des territoires étrangers les pays soumis à notre Protectorat et celles de nos colonies où l'Enregistrement n'est pas établi » (Instr. 3051, p. 11).

CHAPITRE III

L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 21 JUIN 1875 ET LA LIQUIDATION DE L'IMPOT DES SUCCESSIONS

*I. — Considérations générales sur les conséquences
d'ordre juridique de ce régime fiscal*

*II. — La fixation de l'émolument imposable et les
règles de liquidation des successions*

Section 1. — Droit des créanciers à la masse successorale.

Section 2. — Rapport à succession. — Réserve et quotité disponible. — Imputation sur l'usufruit du conjoint survivant des libéralités déjà reçues par lui

Section 3. — Réserve des droits de la communauté, s'il en existe une.

Section 4. — La question des récompenses et celle des reprises

Section 5. — L'assurance conjointe au profit du survivant des époux.

Section 6. — L'assurance contractée par le mari commerçant, qui meurt en état de faillite, sous le régime de la communauté.

I. — CONSIDERATIONS GENERALES D'ORDRE JURIDIQUE DE CE REGIME FISCAL

En éludant les questions de droit civil, que posaient nécessairement les dispositions fiscales de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, dispositions si exorbitantes du droit commun, le législateur se rendait responsable des difficultés, parfois insurmontables, qu'allait rencontrer la jurisprudence pendant un demi-siècle pour déterminer la valeur imposable du bénéfice d'assurance.

En effet, l'article 6, considérant fictivement, pour la perception de l'impôt de mutation par décès, le capital d'assurance comme faisant partie de la succession de l'assuré, devait-on traiter ce capital comme tel uniquement au point de vue de la *perception* de l'impôt; ou bien, généralisant l'application de cette fiction, fallait-il, dans la *liquidation* de l'impôt, c'est-à-dire dans la détermination de l'émolument imposable, appliquer les règles auxquelles sont soumises les successions?

La question fut posée au rapporteur Bertauld à propos du calcul de la quotité disponible. Le rapporteur fit alors cette réponse évasive, qui vint encore aggraver les difficultés d'interprétation d'un texte confus :

« L'émolument, fruit de l'assurance sur la vie, entre-t-il dans le calcul de la quotité disponible? Fait-il partie du gage des créanciers de l'assuré? Le projet n'a pas

à le trancher, et ne tranche pas les questions qui rentrent dans le domaine de la jurisprudence; il ne résout qu'une question purement fiscale ».

Il nous paraît inutile d'insister sur l'erreur fondamentale si évidente que le législateur a commise en assimilant fictivement à une valeur successorale, pour lui appliquer l'impôt de mutation par décès, un capital qui, en réalité, n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré.

Et même s'il nous fallait, pour des raisons fiscales, excuser cette assimilation, si contraire au droit commun, nous reprocherions néanmoins au législateur de n'avoir pas, en même temps, dégagé d'une façon nette et définitive la situation juridique de ce capital par rapport à la liquidation de la succession de l'assuré; tandis qu'en s'en remettant, comme il l'a fait, à la jurisprudence pour résoudre ce problème délicat, il allait, par sa carence, susciter d'innombrables procès et de violentes controverses.

En outre, c'est de la part du rapporteur une grave inconséquence, sous prétexte que son projet résout seulement une question fiscale, de déclarer se désintéresser du problème de la liquidation de l'impôt, problème dont la solution intéresse cependant d'une façon toute particulière le Trésor.

Par exemple, si la jurisprudence avait persisté à considérer, comme elle le fit tout d'abord (1), le capital d'assurance comme faisant partie de la succession de l'assuré, non seulement pour la perception de l'impôt suc-

(1) Cass., 15 juillet 1875, D. 76, 1, 232. — 20 novembre 1876, *Journal des Assurances*, 77, 1, 179. — 20 décembre 1876, D. 77, 1, 504. — 7 février 1877, D. 77, 1, 337. — 27 janvier 1879, D. 79, 1, 230.

cessoral, mais aussi pour sa liquidation, le fisc se serait vu frustré en partie ou en totalité de son impôt, chaque fois que l'émolument imposable aurait échappé des mains du bénéficiaire pour servir de gage aux créanciers de la masse successorale.

C'est heureusement vers une interprétation rationnelle de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 que s'orientera désormais la jurisprudence : au cours de la longue période de gestation de sa doctrine en la matière, elle n'avancera que lentement, prudemment; parfois même elle paraîtra hésiter; mais elle arrivera cependant à considérer et à résoudre sous tous ses aspects ce problème difficile.

Trois dates marqueront les principales étapes de cet effort persévérant et judicieux pour déterminer, à défaut de la loi, comment on devra fixer le montant de l'émolument imposable.

Première étape : c'est l'arrêt du 2 juillet 1884 (1), dans lequel la Cour de cassation précise d'une façon solennelle que le contrat passé au profit d'un tiers déterminé confère à ce dernier un droit personnel sur le capital, qui ne saurait de ce fait constituer une valeur successorale.

Deuxième étape : elle se situe en 1888, année au cours de laquelle de nombreux arrêts de la Cour suprême confirment et précisent sa jurisprudence de 1884 (2).

Troisième étape : en 1896, où, dans un arrêt fameux du 29 juin (3), la Cour de cassation, tirant de sa juris-

(1) D. P. 85, 1, 150.

(2) 16 janvier 1888, D. 88, 1, 77. — 6 février 1888, D. 88, 1, 198. — 27 mars 1888, D. 88, 1, 199. — 7 août 1888, D. 89, 118.

(3) Rép. pér., n° 9037, D. P. 97, 1, 73.

prudence antérieure les conclusions logiques, déclare que le capital d'assurance, souscrit en faveur d'un bénéficiaire désigné, n'ayant jamais fait partie de la succession de l'assuré, ne doit pas être rapporté pour le calcul de la réserve. Cet arrêt est ainsi motivé :

« Attendu, en droit, que le contrat d'assurance sur la vie par lequel il est purement et simplement stipulé que, moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera, à la mort du stipulant, versée à une personne spécialement désignée, doit avoir pour effet, au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes, d'une part d'obliger, à la mort du stipulant, le promettant de verser le capital assuré entre les mains du tiers désigné, et, d'autre part, de créer, à ce même instant, un droit de créance contre le promettant; — Attendu que ce droit est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur successorale; qu'en effet, le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant pendant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant; et que, d'un autre côté, le contrat n'en attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel, ni la disposition, et ne lui laisse que la faculté de rendre nuls les effets de la convention par le non-paiement des primes, au cas où elles ne seraient pas payées par d'autres, ou de révoquer la stipulation, si elle n'avait pas été acceptée par le tiers bénéficiaire; — Attendu que le capital, ne constituant pas une valeur successorale, ne saurait, par la suite, entrer en compte pour le calcul de la réserve... »

Ainsi, on peut dire sans exagération que « dans le si-

lence de la loi, les décisions de la Cour suprême ont pris une importance exceptionnelle; elles sont devenues des arrêts de règlement et, en déterminant les règles auxquelles serait soumis le contrat d'assurance sur la vie, ces arrêts ont en réalité écrit la loi sous prétexte de l'interpréter » (1).

Et d'ailleurs cela est si vrai que, lorsque le législateur se décidera, en 1930 (2), à régler dans tous ses détails et sous tous ses aspects l'assurance sur la vie, il ne fera que confirmer l'ensemble des solutions dégagées par la jurisprudence, en y ajoutant seulement quelques précisions et distinctions nouvelles. Il consacrera ainsi une mise au point de bon voisinage entre des conceptions juridiques et fiscales diamétralement opposées; mais, en ce faisant, il mettra encore plus en évidence le fossé qui sépare ces deux conceptions; il déclarera formellement que le bénéfice de l'assurance, stipulé au profit d'un bénéficiaire déterminé, ne fait pas partie du patrimoine de l'assuré (article 67). Cette déclaration, qui a une portée générale, respecte les concepts juridiques de notre Droit; mais elle est en contradiction flagrante avec l'article 6 de la loi de 1875, qui dispose que, pour la perception des droits de mutation par décès, ce capital d'assurance sera considéré comme faisant partie de la succession de l'assuré.

Doit-on en déduire que ce principe général, énoncé par le législateur de 1930, rend inopérante la disposition de l'article 6, formulée par le législateur de 1875?

(1) CRÉPON, note Sirey, 88, 1, 121.

(2) Loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance (D. P. 1931, 4, 1).

Certainement non. Et c'est bien là l'occasion de rappeler la maxime *Specialia generalibus derogant*.

D'ailleurs, le législateur de 1930 n'a-t-il pas manifesté d'une façon non équivoque son intention d'entériner l'exception au concept du Droit français que constituait cet article 6 de la loi de 1875? En effet, il a consacré, comme nous allons le voir, un article spécial à chacun des problèmes soulevés par le conflit d'interprétation de cet article 6. De plus, s'il avait entendu abroger cet article 6 de la loi de 1875, d'abord il l'aurait dit formellement, et ensuite il n'aurait pas pris la peine de nous rappeler que le capital de l'assurance sur la vie est soustrait aux revendications des créanciers, et qu'il échappe aux règles du rapport et de la réduction; enfin, il n'aurait pas pris avec un soin minutieux toutes dispositions pour prévenir d'une façon certaine les autres difficultés qui avaient surgi dans l'application de cet impôt.

II. — LA FIXATION DE L'EMOLUMENT IMPOSABLE ET LES REGLES DE LIQUIDATION DES SUCCESSIONS

Les règles de liquidation des successions sont nombreuses et compliquées.

La question de savoir s'il y avait lieu de les appliquer dans la liquidation de l'impôt successoral perçu sur le bénéficiaire à titre gratuit de l'assurance sur la vie se posait sans cesse ; en outre, elle avait une grande importance au point de vue fiscal, puisque, de la façon dont elle serait résolue, dépendait la fixation de l'émolument imposable du capital de l'assurance.

Il importe de rappeler les principaux problèmes qui se posaient à propos de ces règles, et comment la jurisprudence, confirmée par la loi du 13 juillet 1930, a pu les résoudre grâce à son judicieux discernement entre, d'une part le domaine restreint et exclusif de la *perception* de l'impôt successoral, où le législateur de 1875 semblait avoir voulu cantonner son assimilation fictive du capital d'assurance à une valeur successorale, et d'autre part la *liquidation* de ce même impôt, qui doit rester soumise aux disciplines du Droit civil.

Dans l'étude que nous allons entreprendre de chacun de ces problèmes de liquidation de l'impôt successoral, il y aura lieu de distinguer deux cas :

1^o Quand le capital de l'assurance est stipulé au profit d'un bénéficiaire indéterminé, il tombe dans le patrimoine de l'assuré défunt pour y subir l'impôt successoral selon les règles de liquidation des successions;

2^o Quand le capital de l'assurance est stipulé au profit d'un bénéficiaire désigné nommément, il reste propre à ce dernier, et l'impôt successoral, perçu sur le capital de l'assurance en vertu de la fiction de l'article 6 de la loi de 1875, sera liquidé en dehors des règles de liquidation des successions.

Section I. — Droits des créanciers de la masse successorale

Tant que ne fut pas dégagé nettement le principe du capital d'assurance valeur propre au bénéficiaire nominativement désigné, les créanciers du stipulant pouvaient considérer ce capital comme leur gage, au même titre que les autres valeurs successorales.

Mais du jour où la jurisprudence eut considéré nettement ce capital comme une valeur nouvelle, n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, les créanciers virent leurs prétentions sur ce capital repoussées (1).

Quant aux primes, la Cour suprême (2) ne permettait aux créanciers de les prendre en gage que *suivant les circonstances*, ce qui signifie : dans la mesure où elles étaient manifestement exagérées, eu égard aux facultés de l'assuré.

La loi de 1930 n'a fait que prendre acte de ces solutions dans son article 69, qui stipule :

(1) Cass., 2 juillet 1884, D. P. 85, 1, 150. — 16 janvier 1888, D. P. 88, 1, 77. — 22 juillet 1889, D. P. 90, 1, 383. — 22 juin 1891, D. P. 92, 1, 205. — 8 avril 1895, D. P. 95, 1, 44. — 9 mars 1896, D. P. 96, 1, 391. — 22 février 1902, R. P. n° 10361; D. P. 1903, 1, 433. — 4 mai 1904, D. P. 1905, 1, 165. — 19 novembre 1907, R. P. n° 11783; D. P. 1908, 1, 129.

(2) Cass., 22 février 1888, S. 88, 1, 121.

« Le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclaté par les créanciers de l'assuré. Ces derniers ont seulement droit au remboursement des primes, dans le cas indiqué à l'alinéa 2 ci-dessus (c'est-à-dire lorsque celles-ci ont été manifestement exagérées, eu égard aux facultés de l'assuré), en vertu soit de l'article 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce ».

Section II. — Rapport à succession. — Réserve et quotité disponible. — Imputation sur l'usufruit du conjoint survivant des libéralités déjà reçues par lui

A) *Rapport à succession*

a) RAPPORT RÉEL DE L'HÉRITIER (ART. 843 DU C. CIV.)

Le problème du rapport réel à succession se pose quand le bénéficiaire est un héritier acceptant, qui réunit la qualité d'héritier à celle de donataire ou de légataire.

Cet héritier, sujet à réduction, devra-t-il rapporter le capital d'assurance sur la vie que lui a versé la Compagnie, ainsi que le montant des primes payées à celle-ci par le *de cujus*?

b) RAPPORT DES DETTES DU COHÉRITIER BÉNÉFICIAIRE DÉBITEUR DU DÉFUNT (ART. 881 DU C. CIV.)

Lorsque ce cohéritier, débiteur du défunt, est en même temps bénéficiaire du capital d'assurance stipulé par ce dernier, va-t-il voir son bénéfice subir une réduction du fait de la règle du rapport des dettes?

B) Réserve et quotité disponible

a) RÉSERVE ET QUOTITÉ DISPONIBLE EN GÉNÉRAL (ART. 922 DU C. CIV.)

Le problème de la réduction des donations et legs à quotité disponible en général intéresse tout bénéficiaire à titre gratuit, quel qu'il soit. Et pour déterminer cette réduction il faut faire à la masse des biens existants au décès du donateur ou testateur un rapport fictif des biens dont il a disposé par donation entre vifs.

Le bénéficiaire à titre gratuit devra-t-il subir les règles de la réduction sur le capital d'assurance qui lui est versé par la Compagnie, ainsi que sur le montant des primes payées par le stipulant à la Compagnie?

b) QUOTITÉ DISPONIBLE SPÉCIALE ENTRE ÉPOUX (ART. 1094, § 2, ET ART. 1098 DU C. CIV.)

Le capital d'assurance souscrit par le mari au profit de sa femme devra-t-il être considéré comme constituant une libéralité rapportable et de ce fait être réduit à la quotité disponible entre époux?

C) Imputation sur l'usufruit du conjoint survivant **des libéralités déjà reçues par lui**

La loi du 9 mars 1891 (Code civil, art. 767, alinéa 8) interdit le cumul de l'usufruit légal du conjoint survivant avec les libéralités reçues par ce dernier du conjoint décédé. Le conjoint survivant, bénéficiaire d'une assurance-vie, va-t-il voir imputer sur son droit d'usu-

fruit le capital versé par la Compagnie, ainsi que le montant des primes payées par le *de cujus*?

POUR RÉSOUDRE TOUS LES PROBLÈMES EXPOSÉS DANS CETTE DEUXIÈME SECTION, il importe avant tout de préciser la nature du capital d'assurance-vie, et pour cela il faut répondre à la question suivante : le capital versé par la Compagnie au bénéficiaire, ainsi que le montant des primes payées par le stipulant, entrent-ils, oui ou non, dans la catégorie des libéralités rapportables à la succession?

A) Rapport du capital d'assurance

La jurisprudence antérieure à 1896 (1) prétendait généralement que le capital versé par la Compagnie rentrait bien dans la catégorie des libéralités rapportables.

Au contraire, l'arrêt de 1896 rendu par la Cour de cassation (2) a déclaré formellement que le capital versé à un bénéficiaire désigné, n'ayant jamais fait partie de la succession de l'assuré, ne saurait être soumis aux règles du rapport, ni à celles de la réduction à la quotité disponible.

Et la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurances, a confirmé cette solution dans ses articles 67 et 68, 1^{er} alinéa :

ARTICLE 67. — « Les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers, ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de

(1) Arrêt du 8 février 1888, D. 88, 1, 201.

(2) Cass. civ., 29 juin 1896, D. P. 97, 1, 73.

sa désignation, est réputé y avoir seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré. »

ARTICLE 68, 1^{er} ALINÉA. — « Les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux règles du rapport à succession, ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré. »

D'ailleurs c'étaient déjà les solutions de principe admises par l'Administration depuis l'arrêt de 1896 :

« Par deux décisions du 17 octobre 1898 (La Réforme fiscale des successions, 2^e édit., 74) et du 16 octobre 1900 (R. E. 2082), la Régie a reconnu que l'émolument recueilli par l'époux survivant dans le capital assuré est passible, pour le tout, du droit de mutation par décès, alors même que le bénéficiaire déclarerait ne l'accepter qu'à concurrence de la quotité disponible. D'autre part, après avoir considéré le capital de l'assurance comme imputable sur l'usufruit attribué au survivant des époux par l'article 767 du Code civil, elle a décidé que cette imputation manque de base, s'il ressort de la déclaration des parties ou des actes opposables aux intéressés que le conjoint, bénéficiaire de l'assurance, doit recevoir concurremment l'intégralité de son usufruit légal et du capital assuré (Solut. 16 juillet 1900, R. E. 2803-1).

« Mais la règle ainsi formulée n'a rien d'absolu ; elle est, dans une appréciable mesure, subordonnée aux circonstances de fait et à l'interprétation des parties elles-mêmes, telle qu'elle résulte de leurs déclarations et des accords intervenus pour le règlement de leurs intérêts respectifs. Ainsi, il a été admis que, si la réduction du

capital assuré à la quotité disponible procède d'un partage passé entre les héritiers de l'assuré et l'époux bénéficiaire de l'assurance, la perception du droit de succession incombant à celui-ci doit être réglée en tenant compte de cette réduction (Solut. 23 février 1903, Seine). L'Administration va même plus loin dans cet ordre d'idées : elle opère cette imputation toutes les fois que les ayants droit, qui demandent à s'en prévaloir dans leur déclaration de succession, n'y ont pas renoncé aux termes du contrat qui liquide leurs droits dans l'indivision » (Solut. 24 septembre 1907, Seine) (1).

Cette règle pratique fut d'ailleurs consacrée par la Cour de cassation en 1912 (2).

B) Rapport des primes

Il ne peut être question ici que des primes dont le montant est manifestement exagéré, eu égard aux facultés du *de cujus*, de telle sorte qu'il n'a pu le prendre sur ses revenus, mais a dû, pour s'en acquitter, entamer son patrimoine.

En effet, les primes prélevées uniquement sur le revenu, peuvent être assimilées aux libéralités visées par les articles 852 et 856 du Code civil, et ne doivent pas être rapportables.

Déjà, avant l'arrêt de 1896, quelques Cours d'appel avaient opté pour le rapport des primes affectant le patrimoine, sans que ce rapport puisse excéder l'importance de l'émolument recueilli. En 1908, la Cour de cas-

(1) E. BESSON, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, p. 259 et 260, Bibliothèque fiscale Dalloz.

(2) Cass. civ., 24 janvier 1912, D. P. 1913, I, 337.

sation a consacré cette solution (1), dans son arrêt du 4 août, qui s'exprime ainsi :

« Attendu que si, dans les assurances sur la vie contractées au profit d'un tiers déterminé, le capital assuré, n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, ne peut donner lieu à aucun rapport à la succession de ce dernier, il en est autrement des primes par lui versées à la Compagnie d'assurances; que de semblables versements, effectués dans le but de permettre au bénéficiaire de la police de recevoir la somme promise par l'assureur, constituant, suivant les circonstances en faveur dudit bénéficiaire, des libéralités sujettes au rapport; mais qu'en pareil cas le rapport ne saurait excéder l'importance de l'avantage procuré au gratifié, c'est-à-dire être supérieur au montant du capital à lui payé par la Compagnie d'assurance... » (Conf. Cass., 2 août 1909, Rép. pér., n° 1277; — 28214 J. E.; — 28497 J. E.).

La loi du 13 juillet 1930 a confirmé le point de vue de la Cour de cassation dans son article 68, alinéa 2, qui stipule :

« Ces règles (il s'agit de celles du rapport et de la réduction pour atteinte à la réserve) ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées, eu égard à ses facultés. »

On trouve, dans l'exposé des motifs de la loi (2), le sens de la réserve « eu égard à ses facultés » :

« Du patrimoine du contractant est sorti le montant

(1) Cass. civ., 4 août 1908, D. P. 1909, 1, 185.

(2) *Journal officiel*, annexe 1927, page 728.

des primes. Elles ont dû normalement être prises sur les revenus; ni les héritiers, ni les créanciers ne peuvent se plaindre des dépenses faites par leur auteur, quand elles sont en rapport avec sa situation de fortune. »

Et, dans le cas où les primes auraient été manifestement exagérées, eu égard aux facultés de l'assuré, il y aura donc lieu à rapport et à réduction, mais seulement sur l'excédent versé dépassant les facultés de l'assuré; et, pour opérer cette réduction, il y aura lieu de se placer à la date du contrat, ainsi que le veut l'article 923 du Code civil, qui concerne la réduction des donations et legs.

Section III. — Réserve des droits de la communauté, s'il en existe une, sur le capital de l'assurance sur la vie

En réservant les droits de la communauté (s'il en existe une) sur le capital de l'assurance sur la vie, le législateur de 1875 a tenu à bien rappeler à l'Administration de l'Enregistrement qu'elle ne devait pas prélever le droit successoral sur la part du capital d'assurance dont le conjoint survivant pouvait être propriétaire pour partie du fait du régime de la communauté.

Les droits de l'époux commun survivant peuvent se présenter de différentes façons :

1^{er} cas. — Assurance contractée par l'un des époux soit avant, soit après le mariage, au profit de personnes indéterminées.

L'article 66 de la loi du 13 juillet 1930 tranche en ces termes ce premier cas :

« Lorsque l'assurance, en cas de décès, a été conclue sans désignation d'un bénéficiaire, le capital fait partie de la succession du contractant. »

Cet article ne fait que confirmer la jurisprudence à ce sujet (1).

(1) Cass., 15 décembre 1873, Rép. pér., n° 3826; D. P. 74, 1, 113. — Seine, 23 avril 1874, Rép. pér., n° 3994. — Sol. 4 avril 1878, Rép. pér., n° 5018-13. — Cass., 24 février 1902, Rép. pér., n° 10361.

Il y a cependant lieu de distinguer :

a) SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE, le bénéfice tombe en totalité dans la communauté (art. 1401).

b) SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS, si l'assurance est antérieure au mariage, elle reste propre à l'époux souscripteur, à charge de récompenses.

2^e cas. — Assurance contractée par un des époux, soit avant, soit pendant le mariage, au profit d'un bénéficiaire désigné, autre que l'époux survivant.

Dans ce cas-là, les droits de la communauté ne jouent pas, puisque le bénéficiaire a perçu le capital en vertu d'un droit propre, qui lui est acquis du jour du contrat. Et en conséquence, le capital versé au bénéficiaire par la Compagnie d'assurance sera assujetti en totalité au droit de mutation par décès (1).

3^e cas. — Assurance contractée par l'un des époux au profit de l'autre.

a) SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS, si l'assurance est antérieure au mariage, la créance sur la Compagnie restera personnelle à l'époux survivant gratifié et ne tombera pas dans la communauté (2).

b) QUID SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE ? QUE L'ASSURANCE SOIT ANTÉRIEURE OU POSTÉRIEURE AU MARIAGE.

(1) Seine, 26 février 1908, J. E. 27584. — Conf. Quimper, 15 avril 1890, J. E. 23481.

(2) Cass., 10 novembre 1879, D. 80, 1, 175.

Tant que ne fut pas reconnu à l'époux bénéficiaire un droit direct sur le capital d'assurance, on considérait ce capital comme étant une donation qui devait, aux termes de l'article 1401, 1^o, tomber dans la communauté, à titre d'acquisition mobilière du conjoint survivant bénéficiaire, à moins que l'époux stipulant décédé n'ait exprimé son intention de faire une libéralité à son conjoint (1).

D'après une jurisprudence constante (2), il suffisait que cette intention libérale, à défaut d'être exprimée, fût certaine et non équivoque pour que le bénéfice échappât au sort des acquisitions mobilières du conjoint marié sous le régime de la communauté légale, et lui demeurât propre.

La loi de 1930 consacra le droit direct que la jurisprudence avait fini par reconnaître au bénéficiaire sur son capital d'assurance (3). L'article 71 de cette loi, dans son article 1^{er}, stipule que « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint constitue un propre de celui-ci ». La consécration de ce droit direct du bénéficiaire sur son capital acquis à titre de propre ne permet plus d'assimiler ce capital à une donation du conjoint décédé, arrachée à la communauté grâce à la présomption de libéralité que l'on prêtait à l'époux souscripteur. Aussi doit-on considérer ce texte de l'article 71, alinéa 1^{er}, comme créant une exception à la règle générale de l'article 1401, alinéa 1^{er}, qui fait tomber dans la communauté toute acqui-

(1) Cass., 9 mai 1881, S. 81, 1, 337.

(2) Cass., 28 mars 1877, Rép. pér., n^o 5018, paragr. I; D. P. 77, 1, 24.

(3) Cass. civ., 2 juillet 1884, D. P. 85, 1, 150. — Civ., 6 février 1888, D. P. 88, 1, 198. — Civ., 29 juin 1896, D. P. 97, 1, 73.

sition mobilière du conjoint, à moins que le donateur n'ait exprimé le contraire.

L'Administration, se conformant à la doctrine antérieure à la reconnaissance du droit direct, en tirait alors la conclusion logique suivante : puisque l'assurance contractée par un époux commun en biens au profit de son conjoint tombe dans la communauté, le survivant « ne doit pas le droit de mutation par décès sur la part qu'il prélève comme commun en biens » (1).

Mais quand la jurisprudence eût reconnu, en 1896, au bénéficiaire un droit propre sur le capital d'assurance, provenant, non pas du patrimoine de l'assuré, mais directement de l'assureur, l'Administration aurait dû, en bonne logique, sous l'influence de cette nouvelle orientation jurisprudentielle, déroger à ses propres règles et faire supporter à l'époux commun bénéficiaire, les droits de mutation par décès sur la totalité de l'émolument, sauf, comme nous le verrons bientôt, s'il y avait lieu de déduire de ce montant du bénéfice le montant des primes excédant les facultés du *de cujus*.

Tel n'est pas, cependant, l'avis du fisc, qui, sur ce point (2), maintient ses règles antérieures à la reconnaissance du droit direct, et tranche la question d'un point de vue fort équitable, traduisant bien son esprit particulariste (3).

« L'Administration, témoignant d'un louable élec-

(1) Instruction 2517-6.

(2) Nous verrons en effet, plus loin, que sur une autre matière, celle des reprises, l'Administration appliqua au contraire les solutions nouvelles dictées par la reconnaissance du droit direct du bénéficiaire.

(3) Voir GÉNY, Le particularisme du droit fiscal, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1931, p. 819, note 5.

tisme, dit M. E. Besson (1), n'applique pas jusqu'à l'extrême les conséquences logiques de la doctrine avec laquelle elle entre en contact. Tout en faisant abstraction de l'émolument de l'assurance pour la formation de la masse commune et l'exercice des reprises, elle accorde que ce capital n'est passible du droit de mutation par décès que partiellement, en proportion des droits de l'assuré souscripteur de la police dans la communauté, c'est-à-dire « sur la moitié dudit capital, si la communauté doit se partager par moitié et, en cas de partage inégal, sur le tiers, les deux tiers, les trois quarts du même capital, si la part de l'assuré dans l'actif de communauté devait, d'après le contrat de mariage, être de l'une ou de l'autre de ces quotités » (2).

4^e cas. — Assurance contractée par la femme à son profit personnel sur la tête de son mari.

Il semble dans ce cas que le capital de l'assurance ne doive pas tomber dans l'actif successoral, vu l'intention libérale certaine que le mari, autorisant sa femme à contracter cette assurance, a dû avoir d'abandonner à son épouse l'intégralité du bénéfice.

Dans ce cas on devrait pouvoir considérer le capital d'assurance comme un propre de la femme, toujours en vertu de la réserve faite *in fine* du paragraphe 1^o de l'article 1401 déjà cité. La femme devrait ainsi payer l'impôt sur l'intégralité du bénéfice.

La Cour de Caen n'avait admis (3) l'intention libérale

(1) Biblioth. fisc. Dalloz, E. BESSON, *Traité pratique de l'impôt progressif des successions*, p. 173, paragr. 326, Paris, 1920.

(2) Conf. Seine, 16 mars 1914, J. E. 30281.

(3) 6 décembre 1891, J. A. 82, 55.

du mari que pour sa quote-part dans la communauté, de sorte que la femme n'avait à payer l'impôt successoral que sur la quote-part due à la libéralité du mari.

Pour l'Administration fiscale, la femme survivante a pu stipuler pour elle-même en vue d'un intérêt étranger à la communauté : l'Administration avait adopté cette façon de voir à la suite d'une décision de la Cour de Riom statuant dans ce sens, et s'était refusée à percevoir l'impôt de mutation par décès dans ce cas-là (1).

(1) Solutions 28 février 1878, J. E. 20943.

Section IV. — La question des récompenses et celle des reprises

§ I. — La question des récompenses

Avant la loi de 1930, la jurisprudence n'était pas absolument fixée sur la question de savoir si l'époux bénéficiaire devait ou non récompense des primes à la communauté.

Les uns, pour refuser récompense à la communauté par le mari, rappelaient qu'en vertu de l'article 1422, alinéa 2, le mari pouvait disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit, et ils estimaient que dans le cas des primes prélevées sur la communauté, en exécution du contrat d'assurance en faveur de sa femme, il y avait de la part du mari une présomption évidente de libéralité dispensant celle-ci de toute obligation de récompense à la communauté (1).

Les autres refusaient la récompense, si le montant des primes était prélevé sur les revenus communs, mais ils l'admettaient, si ce paiement des primes avait été opéré sur le capital commun (2).

(1) DUPUICH, *op. cit.*, 1901, 1902, 2, 7. — Nancy, 16 mars 1901, 1902, 2, 7.

(2) Orléans, 17 janvier 1894, S. 94, 1, 76.

Certains, pourvu que l'époux gratifié ait tiré un profit personnel de la communauté, reconnaissaient de toutes façons à celle-là le droit à récompense, c'est-à-dire que les primes aient été prélevées sur le capital, ou même simplement sur le revenu. Ils s'appuyaient sur l'article 1437 qui stipule *in fine* que toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit récompense : ainsi, dans le cas d'assurance contractée par le mari au profit d'un bénéficiaire désigné, autre que la femme, il fallait se demander si le mari n'avait pas tiré un profit personnel du prélèvement des primes sur la communauté; cela aurait pu se présenter quand le tiers, bénéficiaire du mari souscripteur, était son créancier personnel, ou encore lorsque le mari avait souscrit l'assurance en vue de constituer une dot à ses enfants; si au contraire il était évident que le mari souscripteur n'avait retiré aucun profit personnel du versement des primes, sa succession ne pouvait être tenue à récompense; et dans le cas d'assurance d'un époux au profit de l'autre, l'époux bénéficiaire devait toujours récompense, puisqu'il tirait manifestement un profit personnel du versement des primes par la communauté (1), à moins que l'époux souscripteur ne l'ait exonéré de cette charge.

Cependant il faut reconnaître que dans son ensemble la jurisprudence exonérait néanmoins l'époux bénéficiaire de l'obligation à récompense, car elle présumait dans ses décisions l'intention libérale manifeste, bien qu'implicite, de l'époux souscripteur à ce sujet.

La loi de 1930 a mis définitivement au point cette ques-

(1) Amiens, 18 mai 1897, D. 98, 2, 369. — Besançon, 10 mars 1911, J. E. 28457. — Seine, 12 décembre 1911, J. E. 28765.

tion de savoir si la communauté avait un droit à récompense contre l'époux bénéficiaire pour les primes qui ont été prélevées sur le revenu. Dans son article 71, alinéa 2, elle stipule :

« Aucune récompense n'est due à la communauté en raison des primes payées par elle. »

Le législateur a estimé avec raison qu'en prélevant des primes sur les revenus de la communauté l'époux stipulant n'a pas appauvri celle-ci ; il aurait pu dépenser autrement les sommes dont il s'agit : donc il n'y a pas lieu à récompense.

Par contre ce même article 71, alinéa 2, fait, *in fine*, la réserve suivante : « ...sauf dans les cas spécifiés par l'article 68, alinéa 2 », c'est-à-dire sauf si ces primes payées par la communauté étaient manifestement exagérées, eu égard à ses facultés : il y aurait lieu dans ce cas à récompense puisque, comme le fait remarquer M. Capitant (1), il y aurait alors les deux éléments de la récompense : appauvrissement de la communauté, et enrichissement de l'époux, qui a profité des primes prélevées sur la communauté.

Et quand la récompense sera due, on devra en toute logique la faire porter non sur la totalité des primes versées, mais simplement sur la partie excessive de ces primes.

L'Administration, pour fixer l'émolument imposable, quand se pose le problème des récompenses, se conforme tout simplement à ces règles de droit civil, énoncées par le législateur de 1930.

Cependant elle admet, d'accord d'ailleurs avec la

(1) Répétitions écrites, cours 3^e année, 1936-1937, p. 252.

Cour de Cassation (1), que si, dans leur déclaration de succession, les héritiers ont mentionné qu'ils entendaient voir la communauté recevoir récompense des primes versées par elle à l'assureur, on ne pouvait leur refuser de tenir compte de leur intention dans le règlement commun.

Et dans ce cas la récompense payée par le conjoint bénéficiaire à la communauté doit être retranchée du montant de l'indemnité d'assurance pour le calcul de l'impôt successoral dû sur cette indemnité d'assurance par le conjoint bénéficiaire (Solut. 16 juillet 1900, précitée).

§ II. — *La question des reprises: imputation sur le capital*

Avant la loi de 1930 il s'agissait de déterminer si le capital versé à l'époux survivant bénéficiaire par la Compagnie d'assurance faisait ou non partie de l'actif commun.

Aucune controverse ne pouvait exister lorsque le bénéficiaire était indéterminé (héritier ou ayant droit), puisque dans ce cas le bénéfice tombait intégralement dans l'actif commun pour y subir le partage de la communauté, dont le prélèvement des reprises est une des opérations préliminaires.

Mais *quid* lorsque le bénéficiaire était déterminé; par exemple lorsque l'assurance était contractée par l'un des époux au profit de son conjoint ?

Deux solutions étaient possibles, selon que l'on considérait le capital de l'assurance comme la propriété per-

(1) Solut. du 16 juillet 1900, R. E. 2803. — Cass. civ., 24 janvier 1912. — Instruct. 3345-5, J. E. 28554; D. P. 1913, 1, 337.

sonnelle du conjoint bénéficiaire, conformément au droit civil, ou, au contraire, comme un acquêt héréditaire devant tomber en communauté, selon l'interprétation administrative de la loi de 1875.

La première solution, qui était celle de la jurisprudence (arrêt de 1896), en reconnaissant à l'émolument recueilli par l'époux bénéficiaire le caractère d'un propre à cet époux, le préservait contre le prélèvement des reprises, auquel il n'aurait pu échapper s'il était tombé dans l'actif commun. Le seul prélèvement que pouvait éventuellement subir cet émolument c'est, comme nous l'avons vu, celui des récompenses à la communauté pour les primes exagérées payées par cette dernière.

D'après la deuxième solution, qui était celle adoptée par l'Administration, le capital versé par la Compagnie d'assurance à l'époux survivant bénéficiaire, étant considéré comme tombé dans l'actif commun, se trouvait assujéti au rapport fictif à la masse successorale pour subir les reprises éventuelles à la communauté (1). Ainsi la perception du droit de mutation par décès entre époux ne devait s'opérer que sur la part réduite du bénéfice revenant à l'époux survivant.

Mais, après l'arrêt de 1896, qui reconnaissait au bénéficiaire nommément désigné un droit propre sur le capital versé par la Compagnie d'assurance, acquis directement de l'assureur, sans passer par le patrimoine de l'assuré, l'Administration, sous l'influence de cette nouvelle orientation jurisprudentielle, dérogea dès 1903 à ses propres règles en la matière (2) : elle décida avec

(1) Solut. du 4 avril 1878, J. E. 20795; R. P. n° 5018. — Tribunal de Nancy, 20 mars 1891, J. E. n° 23661.

(2) Solut. du 19 août 1903, R. E. 27076.

logique que cet émolument ne saurait être soumis au prélèvement des reprises des époux, puisqu'il ne faisait pas partie de la succession de l'assuré. Seul le montant des primes payées par l'assuré pourrait être rapporté à la succession à titre de récompense due par l'époux survivant bénéficiaire, et se trouver ainsi retranché de l'émolument d'assurance pour le calcul des droits de mutation par décès.

La loi de 1930 est venue confirmer l'arrêt de 1896 :

1° Son article 64 stipule que le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne fait pas partie de la succession du contractant;

2° Son article 69 précise que le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclaté par les créanciers de l'assuré.

Cependant la Régie a cru devoir admettre l'imputation de l'excédent des reprises sur le capital assuré dans un cas très particulier : il s'agit du cas où il résulterait des circonstances de l'affaire que l'assuré avait entendu affecter le bénéfice de l'assurance au paiement des reprises de son conjoint (1).

(1) Solut. du 28 août 1903, R. E. n° 3936.

Section V. — L'assurance conjointe au profit du survivant des époux

Déjà avant la loi de 1930 la validité de ce mode d'assurance n'était pas mise en doute; mais si l'on reconnaissait à l'époux survivant un droit personnel, propre, exclusif sur le capital assuré, on ne s'était pas mis d'accord sur la nature de ce contrat, ni sur les conséquences fiscales qui pouvaient en découler.

Deux thèses s'affrontent : celle de la Cour de Cassation (1), consacrée par la loi de 1930, et celle de l'Enregistrement.

1° THÈSE DE LA COUR DE CASSATION. — La Cour de Cassation voit dans l'assurance conjointe un contrat à titre gratuit; ce contrat se décompose en deux stipulations pour autrui, alternatives, exclusives l'une de l'autre à la mort de l'un des époux : dans ce cas, le problème des récompenses des primes se résout comme dans le cas déjà étudié de l'assurance contractée par un époux au profit de son conjoint, c'est-à-dire : en principe, obligation à récompense en vertu de l'article 1437, chaque fois que l'époux bénéficiaire aura tiré un profit personnel du paiement des primes par la communauté, mais pratiquement aucune récompense ne sera due, puisque

(1) Cass., 28 mars 1877, D. 77, 1, 1241.

la jurisprudence, comme nous l'avons vu, présumera généralement l'intention libérale implicite et certaine de l'époux souscripteur.

Contre cette théorie on objecta l'article 1097, qui refuse formellement aux époux le droit de faire pendant le mariage des donations mutuelles et réciproques par un seul et même acte.

Les travaux préparatoires de la loi de 1930 ont formellement réfuté cette objection, en démontrant que les libéralités dont pouvait bénéficier l'époux survivant ne constituaient en somme que l'*accessoire* du contrat passé entre la Compagnie et les intéressés.

La loi de 1930 n'a fait que reconnaître la parfaite régularité du contrat d'assurance conjointe. Son article 75 s'exprime ainsi :

« Les époux peuvent contracter une assurance réciproque sur la tête de chacun d'eux. »

Ce texte reflète sans équivoque possible la volonté du législateur, déjà exprimée dans les travaux préparatoires, de ne tenir aucun compte de l'article 1097 dans ce cas si particulier de l'assurance conjointe.

Le législateur n'a pas jugé utile de rappeler, au sujet de l'assurance conjointe, les dispositions déjà prises par lui dans l'article 71, alinéa 2, concernant les récompenses à communauté dans le cas d'assurance contractée par un époux commun au profit de son conjoint. Il semble donc qu'en application de l'article 71, alinéa 2, au décès du prémourant, aucune récompense n'est due à la communauté par l'époux survivant bénéficiaire en raison des primes payées par celle-ci, sauf dans les cas spécifiés par l'article 68, alinéa 2, c'est-à-dire sauf le cas où les

primes payées par la communauté auraient été manifestement exagérées, eu égard à ses facultés.

C'est donc dans le cadre de ces dispositions légales que devrait être, semble-t-il, établi l'impôt de mutation par décès, imputable à ce bénéfice. Tel n'est pourtant pas l'avis de l'Administration.

2° THÈSE DE L'ADMINISTRATION. — Le point de vue de l'Administration est tout différent : elle considère le contrat d'assurance conjointe comme un pacte aléatoire, donc à titre onéreux et devant échapper au droit de mutation par décès, quel que soit le régime matrimonial des époux qui ont souscrit l'assurance de survie, sauf récompense à la communauté, s'il y en a une, par le bénéficiaire, du montant des primes versées (1). Voilà bien encore un exemple typique du particularisme fiscal.

(1) Solut. 28 février 1878, J. E. 20943. — Solut. 21 avril 1879, J. E. 21032.

Section VI. — L'assurance contractée par le mari commerçant, qui meurt en état de faillite, sous le régime de la communauté.

Avant la loi de 1930, tant que l'arrêt de 1884 (1) ne vint pas reconnaître au bénéficiaire un droit direct sur le capital d'assurance, considéré comme une valeur indépendante du patrimoine de l'assuré et de ce fait échappant aux créanciers de la succession, la femme, bénéficiaire de son époux commun décédé en état de faillite, se voyait interdire tout droit à son bénéfice par les créanciers de son mari : ceux-ci lui opposaient les articles 559 et 564 du Code de commerce.

L'article 559 stipule : « Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage... la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire. »

L'article 564 s'exprime ainsi : « La femme dont le mari commerçant à l'époque de la célébration du mariage, ou dont le mari, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant dans l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer dans la faillite aucune action en raison des avantages portés au

(1) Cassation, 2 juillet 1884, S. 85, 1, 5.

contrat de mariage et, dans ce cas, les créanciers ne pourront, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par la femme au mari dans ce même contrat. »

Dans son arrêt du 22 février 1888, la Cour de cassation (1), confirmant son point de vue adopté dans son arrêt de 1884, précisa que ces articles 559 et 564 du Code de commerce « ont pour but de conserver aux créanciers leur gage et de faire rentrer dans la masse de la faillite les valeurs qui en auraient été distraites à leur détriment; que ces dispositions ne sauraient s'appliquer à une assurance sur la vie directement contractée au profit de la femme du failli, et n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré; que l'avantage ainsi créé par l'assuré au profit de sa femme n'appartient pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à lui-même, sauf le droit d'exiger, suivant les circonstances, la restitution des primes payées par l'assuré sur ses fonds personnels. »

La loi de 1930, confirmant ces arrêts, a stipulé dans son article 72 :

« Les articles 559 et 564 du Code de commerce, concernant les droits de la femme du failli, sont sans application au cas d'assurance sur la vie contractée par un commerçant au profit de sa femme. »

Comme dans son article 73 concernant l'assurance conjointe, le législateur de 1930 n'a pas jugé nécessaire, dans cet article 72, de rappeler les dispositions qu'il avait déjà données dans son article 71, alinéa 2, au sujet des récompenses à communauté dans le cas d'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint.

(1) Cassation, S. 88, 1, 130.

CHAPITRE IV

VUE D'ENSEMBLE SUR LA LEGISLATION FISCALE APPLIQUEE PAR DIVERS ETATS ETRANGERS AU BENEFICIAIRE A TITRE GRATUIT DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

**En Grande-Bretagne. — En Belgique. — En Hollande. —
En Allemagne. — En Italie. — En Espagne. — Au
Maroc. — Aux Etats-Unis d'Amérique. — Au Ca-
nada.**

EN GRANDE-BRETAGNE

Aux termes du Finance Act du 31 juillet 1894 (Statutes 1894, Vict. 57, 58, chap. 30, p. 53, Part. I) :

« Il sera levé et perçu... un droit appelé « Estate Duty » aux taux progressifs ci-après indiqués sur toute rente ou tout avantage acquis ou procuré, soit par le défunt lui-même et seul, soit par le défunt de concert ou par accord avec toute autre personne, jusqu'à concurrence du montant bénéficiaire provenant ou résultant de survivance ou autrement, au décès du défunt. »

En outre, nous extrayons des *Lois de l'Angleterre* (*Laws of England*, par le comte DE HALSBURY, t. XIII, p. 192, n° 227) le texte et les quelques notes suivantes :

« Toute rente ou tout avantage en biens (1), y compris les fonds payables en vertu d'une police d'assurance (2), acquis ou procuré par le défunt (3), soit par lui seul

(1) A. G. contre Robinson (1901), 2 I R, 67, cité par PALLES, C. B, p. 89.

(2) *Ibid.*, p. 90: A. G. contre Hawkins, 1901, 1 K B 285, cité par KENNEDY, y, p. 292. — A. G. contre Murray 2 K B, 64, 1903. — En sens contraire. 1904, 1 K B 165 C A per cur., p. 332. — A. G. contre Lethbridge, 1905, 2 K B 323 C A, per cur., p. 332. — En sens contraire, 1907, A C 19.

(3) Il a été dit que ces avantages devaient être un don du défunt, ou avoir été faits à ses frais (Lethbridge contre A. G., 1907, A C, 19, cité par Lord MACNAGHTTER, p. 25) par un prélèvement de son vivant sur ses moyens d'existence (*Ibid* Lord LORNBURN, C. C., p. 23). Un avantage procuré aux frais d'un tiers sort, par conséquent, du cadre de la loi (A. G. contre Murray, *supra*).

en personne (1), soit de concert ou par accord avec toute autre personne (2), jusqu'à concurrence du montant bénéficiaire provenant ou résultant de survivance ou autrement, au décès du défunt, est considéré comme faisant l'objet d'un transfert, lors de son décès ». Donc soumis à l'Estate Duty (Finance Act 1894, 57, 58, Vict. chap. 30, s. 2 (1) (d).

C'est également dans les *Lois de l'Angleterre (Laws of England)*, par le comte DE HALSBURY (t. XIII, p. 190, n° 224), que nous relevons les précisions suivantes :

« Les fonds reçus provenant d'une police d'assurance effectuée par toute personne sur sa propre vie, lorsque la police est totalement entretenue par elle en faveur d'un bénéficiaire désigné (3) (que ce dernier soit nommé ou soit simplement un ayant droit), ou une partie de ces fonds proportionnellement aux primes payées par elle, lorsque la police est partiellement entretenue par elle au profit dudit bénéficiaire (4), sont considérés comme faisant l'objet d'un transfert, lors de son décès » (Finance Act 1894).

Toujours dans le même auteur (tome XIII, p. 217,

(1) A. G. contre DOBREE, 1900, 1 R B 442 : le défunt avait contracté une police au profit d'un tiers et payé les primes.

(2) A. G. contre Robinson, 1901, 2 I R, 67; expliqué, Richardson contre Receveurs de l'Impôt intérieur, 1909, 2 I R, 597, cité par PALLES, C. B., p. 624; le défunt, lors de son mariage, avait contracté une police au profit d'autrui, dont les primes, par accord pris avec sa femme, étaient payées par prélèvement sur le revenu des biens qu'elle lui avait attribués pour toute sa vie, biens auxquels d'ailleurs, en dehors de cet acte d'attribution, il aurait eu droit, en vertu de ses droits maritaux...

(3) Lord Advocate contre Fleming, 1897, A. g. 145.

(4) Acte de douane et d'impôt intérieur sur le revenu, 1889 : si l'assuré est mort après le 31 mai 1889, mais avant le 2 août 1894, c'est l'Account Duty qui est exigible.

n° 280, note h), nous lisons que « lorsque des fonds sont dus par une Compagnie d'assurance britannique aux représentants d'une personne mourant domiciliée à l'étranger, et que, par application des dispositions de l'Acte sur le revenu de 1889 l'obtention d'une représentation en Grande-Bretagne n'est pas nécessaire (1), lesdits fonds n'en sont pas moins assujettis à l'Estate Duty (2), et ce droit doit y être imputé à charge » (3).

TAUX DE L'ESTATE DUTY. — L'Estate Duty est un impôt progressif sur l'ensemble des biens du *de cujus*, dont le taux varie à partir d'un minimum de 100 livres de 1 % à 65 %, suivant le montant de la fortune. Et pour déterminer le taux qu'il y a lieu de payer sur les sommes assurées, il convient au préalable d'amalgamer celles-ci au reste de la fortune du défunt (4).

EXEMPTIONS. — L'Estate Duty ne sera pas exigible au-dessous de 100 livres ni sur une rente viagère unique n'excédant pas 25 livres, acquise ou procurée par le défunt, soit par lui seul en personne, soit de concert ou par accord entre lui et toute autre personne, soit sur sa tête et celle d'une autre personne et sur celle du survivant, et devant jouer à son décès en faveur d'une autre personne; et s'il y avait plusieurs rentes de cette sorte, seule la première bénéficierait de l'exemption » (5).

(1) 53, 53 Vict. C. 42, s. 19.

(2) Finance Act, 1894, 57, 58. Vict. Ch. 30 s. 1.

(3) *Ibid.*, s. 9 (1).

(4) A. G. contre Pearson, 1924, 2 K B, 375. — Voir également *English and Empire Digest*, t. XXI, p. 15, n° 75.

(5) Finance Act, 1894, 57, 58, Vict. Ch. 30 s. 15 (1) in Statutes, 1894, p. 64, Laws Reports and Halsbury's Statutes of England, t. VIII, p. 139, n° 15 (1).

D'autre part, si le bénéficiaire est un sujet étranger domicilié à l'étranger, il n'y a pas d'impôt à payer (1).

Il résulte de ces textes que les sommes payables par la Compagnie d'assurance sur la vie au décès de l'assuré sont considérées comme faisant partie de la succession de ce dernier et soumises au droit de mutation par décès, connu sous le nom d'Estate Duty, au même titre qu'une quelconque valeur successorale.

Ajoutons que si ces sommes échoient, d'après le testament de l'assuré, aux légataires qui y sont nommés, elles sont frappées à la fois du droit progressif de mutation, l'Estate Duty qui est, comme nous le savons, un droit sur l'ensemble des biens, et aussi (sauf en cas d'exemption spéciale, i. e., parce qu'ils n'atteignent pas un certain chiffre, ou qu'ils concernent une dévolution entre époux) de la taxe sur les acquisitions, connue sous le nom de droit sur les legs, Legacy Duty (2), dont le montant varie selon le degré de parenté entre la personne désignée et le testateur (de 1 à 10 % à partir d'un minimum de 20 livres).

Lorsque le montant de la police ne passe pas entre

(1) *In re Loir's policies* (1916), 60 sol. Y o. 445; dans *English and Empire Digest*, t. XXI, p. 22, n° 126.

(2) Le Legacy Duty fut tout d'abord imposé en 1780 (20 Geo. III, c. 25) comme un droit de timbre sur les biens remis aux légataires par les exécuteurs. Depuis 1796 (36 Geo. III, c. 52) il a toujours été désigné sous le nom de droit de timbre, mais il n'a plus été perçu par le moyen de timbres : Note tirée de l'*Encyclopaedia of Laws of England*, vol. 4, p. 123. — Ce droit n'est pas perçu sur les successions de personnes décédées, domiciliées en dehors du Royaume-Uni, alors même que les légataires résideraient en Grande-Bretagne. Il vient en déduction du montant du legs et est supporté par chaque légataire personnellement (VIOLET, *Guide pratique du droit successoral anglais et américain*, Paris, 1925, chap. 4, p. 133).

les mains des exécuteurs testamentaires du défunt, mais est payable à quelque donataire, soit qu'il soit désigné nommément, soit qu'il soit titulaire d'un droit, l'Estate Duty est payable lorsque la police a été entretenue par le défunt au profit du donataire; et le Legacy Duty serait également dû par ce dernier, à moins qu'il n'y ait lieu de l'en exempter pour quelque raison particulière.

Enfin, les sommes payables par la Compagnie d'assurance sur la vie au décès de l'assuré sont également soumise, dans certaines conditions, à un troisième droit, connu sous le nom de « Succession Duty » (1).

Aux termes de la section 17 du Succession Duty Act, aucune police d'assurance ne pourra créer de relation de prédécesseur à successeur entre l'assureur et l'assuré ou entre l'assureur et tout cessionnaire de l'assuré..., mais toute disposition ou dévolution de fonds payables en vertu de cette police, si cette disposition ou dévolution est telle qu'elle crée elle-même une succession, suivant les dispositions de cette loi, sera considérée comme constituant une succession (2).

D'après un commentaire de ce texte par Sir George

(1) Le Succession Duty Act de 1853 (16 et 17 Vict. c. 51) est une taxe frappant l'acquisition à titre gratuit de certaines catégories de propriétés transférées en totalité ou en partie, en raison ou à l'occasion du décès d'une personne, acquisition s'effectuant par voie de transfert d'une personne, le prédécesseur, à une autre personne, le successeur (*Encyclopaedia of the laws of England*, vol. 4, p. 126). Pour que le bénéficiaire à titre gratuit soit soumis à cette taxe, il faut donc pouvoir établir une relation de prédécesseur à successeur entre le donataire et le bénéficiaire.

(2) Succession Duty Act 1853, s. 17, in Halsbury's Statutes of England, t. VIII, p. 62, n° 17.

Jessel (1), pour que cette disposition ou dévolution puisse créer elle-même une succession en vertu de cette loi, il faut qu'elle soit faite à titre gracieux.

A l'appui de ce commentaire, nous notons, dans *Halsbury's Laws of England* les précisions suivantes :

« Un règlement de police d'assurance confère, lors du décès de l'assuré, un droit de succession au bénéficiaire relativement aux espèces de la police d'assurances qui provenaient du donataire, comme prédécesseur, à moins que le bénéficiaire n'ait payé les primes après avoir été désigné comme bénéficiaire, de sorte que les versements faits par le bénéficiaire sont partiellement la raison pour laquelle il a droit aux espèces » (2).

Signalons cependant qu'il y a des cas où il est parfois difficile de savoir si le bénéficiaire à titre gratuit est redevable ou non de cette taxe. En voici un exemple : en vue d'un mariage célébré par la suite, il avait été convenu entre les parties que le futur mari contracterait une police d'assurance sur sa propre vie en faveur de sa femme, et que C., oncle de la femme, payerait les primes durant la vie conjugale des époux. C. mourut le premier, après avoir payé la première prime, ainsi que toutes les autres primes échues avant sa mort; après son décès, ses exécuteurs testamentaires continuèrent à payer les primes jusqu'au décès du mari.

A la mort du mari, signataire de la police, on aurait pu penser que sa femme bénéficiaire échapperait à la taxe, puisqu'il y a exonération quand le rapport de pré-

(1) Porter's laws of insurance, Ch. 28, p. 465 et 466.

(2) Halsbury's laws of England, tome III, p. 395, n° 391.

décèsseur à successeur existe entre époux. Cependant, la Couronne a réclamé l'impôt, et le Tribunal lui a donné gain de cause, déclarant qu'il y avait bien rapport de prédécèsseur à successeur, mais entre C., oncle de la femme, et le Public Trustee, en vertu de la convention qui avait présidé à la souscription de la police par le mari, convention qui prévoyait que C., oncle de la femme, assurerait le paiement des primes (1).

CONDITIONS PRÉLABLES AU PAIEMENT PAR LA COMPAGNIE
D'ASSURANCE DES SOMMES DUES PAR ELLE,
AU DÉCÈS DE L'ASSURÉ

Quand l'assuré a entretenu une police au profit d'un bénéficiaire nommément désigné, la Compagnie d'assurance, au décès de l'assuré, verse directement au bénéficiaire les sommes qu'elle lui doit en vertu de ladite police; cependant elle doit contrôler au préalable si le bénéficiaire s'est bien acquitté de la taxe successorale applicable à ces sommes.

Mais quand le bénéficiaire n'est pas nommément désigné dans la police, seul le titulaire de l'envoi en possession par la Court of Probate peut encaisser le montant des sommes dues par la Compagnie. Cet envoi en possession est délivré par la Court of Probate, après paiement préalable des droits de succession afférents à ces sommes, soit à l'exécuteur testamentaire (probate), si ces sommes échoient d'après le testament aux légataires qui y sont nommés, soit, quand il n'y a pas de

(1) A. G. v. Public Trustee, 90 L. J. K. 251; 1920, 3 K. B. 675; 124 L. T. 249; 36 T. L. R. 877 (Note tirée du *New's digest of English Case Law to 1924*, vol. 7, 2^e édit.).

testament, à l'administrateur des biens du *de cujus* (letter of administration) (1).

Notons que souvent les Compagnies font elles-mêmes l'avance des droits frappant le montant des sommes dues par elles.

Voici, par exemple, la clause spéciale insérée dans ses polices par la Commercial Union Assurance Company Limited :

« La Compagnie pourra, si les Directeurs y consentent, après la réalisation de l'événement constituant le risque assuré, sur demande faite par toute personne sollicitant l'obtention de l'acte d'homologation du testament ou l'administration de la fortune (ou l'équivalent en Ecosse de ces formalités) de toute personne qui était légalement titulaire de la police, payer aux receveurs de l'impôt intérieur ou à toutes autorités compétentes la totalité ou une partie de l'Estate Duty ou tous autres droits exigibles à la mort de ladite personne. Ce paiement exonérera la Compagnie, à due concurrence du versement des fonds garantis par la police.

« Cependant, avant de pouvoir bénéficier de cette disposition, les formulaires nécessaires contenant les renseignements sur le montant total de la succession du défunt devront avoir été remplis et envoyés aux autorités fiscales pour examen et approbation. »

Signalons enfin qu'il est également fréquent en Angleterre de voir délivrer des polices d'assurance qui sti-

(1) Rappelons qu'en Angleterre le mort ne saisit pas le vif, mais la Couronne, autrement dit l'Etat; et les intéressés doivent solliciter de la Court of Probate la nomination soit d'un exécuteur testamentaire, s'il y a eu testament, soit d'un administrateur de la fortune du *de cujus*, s'il n'y a pas de testament.

pulent qu'en cas de décès de l'assuré, le paiement des sommes dues par la Compagnie sera fait directement par elle aux agents du fisc pour être porté à valoir sur le montant des droits de la succession de l'assuré. De telles clauses ne créent pas, comme ce fut le cas en Allemagne (1) et comme c'est le cas dans l'Etat de Massachusetts (Etats-Unis) (2), ainsi qu'à Manitoba et à Alberta (Canada) (3), une exemption du droit successoral sur la somme ainsi versée au fisc; cette somme, en Grande-Bretagne, n'en demeure pas moins partie intégrante de l'ensemble des biens sur lesquels le droit devra être calculé.

(1) Art. 14 de la loi du 20, 6, 1922, abrogé depuis par la deuxième « Ordonnance de détresse fiscale ».

(2) Prentice HALL, *Inheritance tax service*, 1924-1925, Massachusetts, p. 606.

(3) William SHULTZ, *The taxation of Inheritance*, 1926, p. 32 et 228.

EN BELGIQUE

Avant la loi du 30 août 1913

L'assurance sur la vie payable au décès de l'assuré à ses héritiers, représentants ou ayants droit non désignés spécialement et nominativement, fait partie de son patrimoine et doit être comprise dans la déclaration de sa succession (Cass. France, 7 février 1872, et Cass. Belgique, 31 janvier 1895).

Si le contrat stipule que le bénéfice de l'assurance appartiendra, au décès de l'assuré, à telle personne déterminée qui a accepté ou qui accepte avant le dépôt de la déclaration de la succession de l'assuré, ce bénéfice ne fait pas partie du patrimoine du défunt; le tiers bénéficiaire y a droit en vertu d'un contrat entre vifs (1).

Cette exemption totale de droits de mutation par décès, dont jouissait le bénéficiaire à titre gratuit nommé désigné, n'a pas été maintenue par la loi du 30 août 1913.

LA LOI DU 30 AOUT 1913 « apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, du timbre et de succession » (2).

Aux termes de l'article 50 de cette loi du 30 août

(1) SCHEYVEN, p. 14, Bruxelles, 1912.

(2) *Moniteur* du 5 septembre 1913, n° 248.

1913, « Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant, sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations (1).

« Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire. »

LA LOI DU 11 OCTOBRE 1919, dans son article 4, maintient intégralement le texte de l'article 50 de la loi du 30 août 1913 et le complète par les dispositions suivantes :

« Si la disposition est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au deuxième alinéa ci-dessus (2), les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral.

« Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

« Les dispositions des alinéas qui précèdent sont également applicables aux sommes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès de celui qui a contracté une assurance sur la vie à ordre ou au porteur. »

(1) Article 49 de la loi du 30 août 1913.

(2) « Le tiers bénéficiaire est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire. »

M. Louis Schnock (1) fait un commentaire fort intéressant de cet article 4 de la loi du 11 octobre 1919, commentaire dont nous reproduisons ci-dessous les paragraphes essentiels :

M. Schnock énumère les bénéficiaires de l'assurance sur la vie qui pourront revendiquer l'application de cet article 4; ce seront :

Soit un tiers nommément désigné;

Soit le conjoint survivant;

Soit l'un des héritiers légaux ou toute autre personne, dont l'individualité est déterminée;

Soit le porteur non désigné de la police d'assurance;

Soit, enfin, le cessionnaire par voie d'endossement de ladite police (2).

Poursuivant ses développements, M. Schnock s'exprime comme suit :

« Il (l'article 4) dispose que les sommes ou valeurs dues par l'assureur à raison du décès de l'assuré sont considérées, pour la perception du droit de succession, comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

« Le texte ne dispose pas et n'avait pas à disposer pour le cas où l'assurance a été contractée au profit des héritiers du stipulant. Dans ce cas, le capital fait partie de la succession du stipulant et est assujetti au droit de

(1) *Les droits de succession en Belgique, coordination et commentaire des lois en vigueur*, par Louis SCHNOCK, Bruxelles, 1917.

(2) Circ. 1455, p. 19, et 1508, p. 3.

succession par application des principes généraux, à l'égal des autres valeurs composant son patrimoine.

« Le droit de succession n'atteint que les bénéficiaires à titre gratuit. D'une manière générale, les assurances sur la vie contractées dans les conditions ordinaires rentrent dans la catégorie des stipulations à titre gratuit; mais il peut arriver qu'elles revêtent le caractère de contrats à titre onéreux. Tel est le cas, notamment, lorsque le débiteur contracte une assurance au profit de son créancier pour le payer de ce qu'il lui doit. Dans ce cas, le capital assuré n'est pas passible du droit de succession (Circ. 1455, p. 20).

« Le caractère onéreux doit, en règle, être reconnu aux assurances mutuelles contractées par deux ou plusieurs personnes au profit de la survivante. Il en est toutefois autrement lorsque la stipulation intervient entre époux (R. G. 15738, Obs.).

« L'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers et, à défaut de celui-ci, au profit des ayants droit du souscripteur de la police, doit être considérée comme présentant un caractère mixte du moment où il est établi que, sur les cinq primes annuelles échues lors du décès de ce dernier, une seule a été payée par lui, tandis que les quatre autres ont été payées par le bénéficiaire, qui est devenu ainsi le véritable contractant, d'accord avec le souscripteur. Dans ce cas, le droit de succession n'est exigible que dans la mesure où l'assurance peut être considérée comme constitutive d'une libéralité, c'est-à-dire sur le cinquième du capital assuré (Cass. France, 31 décembre 1919, R. G. 15738).

« En présence du 4^e alinéa de l'article ci-dessus, les assurances contractées par un époux au profit de son

conjoint sont assujetties à l'impôt de succession sur le montant intégral du capital assuré, quel que soit le régime matrimonial des époux. Toutefois, si l'époux bénéficiaire doit, ainsi qu'en décide certaine jurisprudence (Cons. R. G. 15186 Obs. et 15187), faire récompense à la communauté des primes qui ont été versées à la Compagnie d'assurance, le droit de succession n'est liquidé que sur la différence entre le montant de la récompense et le montant du capital assuré (Circ. 1508, p. 3).

« Lorsque la récompense due par la femme survivante à la communauté, à raison du paiement par celle-ci des primes d'une assurance sur la vie, est supérieure au capital assuré, l'article 4 ne se trouve pas d'application. Mais on doit tenir compte de la récompense de l'actif de la communauté et en faire la compensation, le cas échéant, avec les reprises de la femme (Décision 19 juillet 1923, R. G. 15994 et Obs.).

« La présomption légale de gratuité établie par notre article est une présomption *juris tantum* qui peut être détruite au moyen de la preuve contraire. Celle-ci peut être administrée par le redevable au moyen de toute voie de droit, témoins et présomptions compris, ainsi qu'il est dit à l'article 8 (1).

« L'omission dans la déclaration de succession des sommes ou valeurs tombant sous l'application de l'article 4 de la loi du 11 octobre 1919 justifie la perception de l'amende établie pour omission de biens par l'article 17 de la loi du 17 décembre 1851 (Décision 15 février 1918, R. G. 15556).

« L'article 4 n'est pas applicable et, en conséquence,

(1) Art. 8 de la loi du 11 octobre 1919.

n'est pas passible du droit de succession la pension ou, le cas échéant, le capital qui en tient lieu, qui est touché par la veuve au décès du mari, agent de l'Etat, en suite des retenues opérées, en vertu d'une disposition légale, sur le traitement de l'agent. En effet, en laissant lesdites retenues à la caisse des veuves et orphelins ou à la caisse d'assurance et de retraites établies pour les agents des chemins de fer repris par l'Etat, le *de cujus* n'a pas eu, vis-à-vis de sa femme, l'*animus donandi*, mais il a purement et simplement subi une charge, acquitté une obligation légale, à laquelle il ne pouvait en aucun cas se soustraire » (Décision 13 juillet 1925, R. G. 16262).

**Arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936,
établissant le Code des Droits de Succession**

(*Moniteur* du 7 avril)

Cet arrêté, qui opère la coordination de la législation fiscale des successions, reprend, dans son article 8, les dispositions de l'article 4 de la loi du 11 octobre 1919.

En voici le texte :

« Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs, que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant, sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

« Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

« Si la stipulation est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au premier alinéa ci-dessus, les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral; la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

« Le présent article est également applicable aux sommes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès de celui qui a contracté une assurance sur la vie à ordre ou au porteur.

« Il n'est pas applicable aux rentes et capitaux constitués en exécution d'une obligation légale.

« Cet article n'est pas applicable aux rentes et capitaux constitués en exécution de la loi du 15 décembre 1937, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et de décès prématuré. »

EN HOLLANDE

ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 12 MARS 1917, la Hollande n'incluait pas le capital d'assurance sur la vie dans la masse taxable.

Loi du 12 mars 1917

DANS SON ARTICLE 84 cette loi nous apprend que, pour les sommes touchées d'une assurance sur la vie par suite du décès d'un sujet néerlandais, les héritiers auront à payer un droit de succession.

Ces conditions ne sont pas applicables :

1° Aux obtentions par suite d'une assurance militaire (contre les risques de guerre) ;

2° A l'obtention par la veuve du décédé d'une rente viagère d'un total de 800 florins par an ;

3° Aux obtentions en vertu d'un contrat d'acquittement à une obligation légale d'assurance.

DANS SON ARTICLE 87, cette loi prescrit que la Compagnie d'assurance sur la vie doit donner connaissance aux autorités du décès d'un assuré dans un mois après réception de l'avis de décès, en remettant aux autorités une copie non timbrée de la police et des avenants annexés.

Faute de cette communication, la Compagnie d'assurance a à payer une peine de 25 florins pour chaque mois d'omission, tandis qu'elle est responsable du droit dû.

Cette clause n'est pas applicable pour les assurances comportant un capital inférieur à 500 florins.

AUX TERMES DE L'ARTICLE 88, quand l'assureur n'est pas domicilié dans le Royaume, son représentant dans le pays, par l'intermédiaire duquel sont conclues les assurances ou versés les paiements, est solidairement responsable pour les amendes encourues par l'assureur et pour les obligations auxquelles il est soumis.

EN ALLEMAGNE

LA LOI D'EMPIRE DU 3 JUIN 1906, dans son annexe 4, consacrée à l'impôt successoral, ne mentionne pas expressément le capital de l'assurance sur la vie, mais elle considère comme devant subir l'impôt successoral tous les biens qui sont transmis, soit que ces biens proviennent directement du patrimoine du *de cujus*, soit que leur transmission ait lieu à l'occasion du décès. C'est ainsi que le capital d'assurance, qui est versé au bénéficiaire par la Compagnie à l'occasion du décès de l'assuré, devra subir l'impôt successoral.

LA LOI DE FINANCE DU 3 JUILLET 1913, n° 4251, *Bulletin des Lois*, page 521, ne concerne pas notre sujet et n'apporte que des transformations de tarifs.

La loi du 10 septembre 1919 stipule, dans son paragraphe 9, que les indemnités d'assurance à provenir des contrats d'assurance sur la vie, que l'assuré a souscrits pour l'acquittement en faveur du Reich de l'impôt sur la masse successorale, ainsi que l'impôt sur les parts héréditaires, ne font partie de la masse des biens imposables QU'A CONCURRENCE DE LA MOITIÉ DE LA SOMME TOUCHÉE.

LA LOI DU 20 JUILLET 1922, qui, dans son article 1^{er}, a substitué aux deux impôts successoraux (impôt sur la

masse successorale et impôt sur les parts héréditaires) un impôt unique, mais plus élevé, sur les parts héréditaires, prévoyait dans son article 3 la refonte du texte de la loi de 1919. Cette refonte a été opérée par L'AVIS DU 7 AOÛT 1922. A la suite de cette réforme, les dispositions du paragraphe 9 de la loi de septembre 1919 ont été remplacées par celles du paragraphe 14 de la loi du 20 juillet 1922.

L'ARTICLE 14 DE LA LOI DU 20 JUILLET 1922 stipule que si, dans un contrat d'assurance sur la vie il a été spécifié que l'indemnité d'assurance doit servir au paiement de l'impôt successoral et être versée à la mort de l'assuré à une Caisse du Reich, cette indemnité n'entrera pas en ligne de compte dans la détermination de l'actif imposable recueilli à cause de mort.

Si, toutefois, l'indemnité d'assurance est supérieure au montant de l'impôt calculé en tenant compte de la disposition qui précède, la différence doit être mise à la charge de la personne qui s'en trouve enrichie; et il y a lieu de procéder à une rectification du chiffre de l'impôt.

Cette mesure de faveur ne s'applique que si le défunt laisse tout ou partie de son patrimoine à des successibles des classes fiscales I et II (c'est-à-dire conjoints et enfants, descendants des enfants et descendants des enfants adoptifs), et si le montant des indemnités est versé au Reich dans le délai d'un mois après la mort de l'assuré.

L'entreprise d'assurance sur la vie est tenue, dès l'instant où la mort de l'assuré parvient à sa connaissance, de provoquer sans délai le versement de l'indemnité.

Si l'indemnité est exigible avant la mort de l'assuré, la faveur ci-dessus ne sera accordée que si l'indemnité est versée dans le délai de trois mois à partir de l'échéance.

LA DEUXIÈME ORDONNANCE DE DÉTRESSE FISCALE (NOT-VERORDNUNG) DU 19 DÉCEMBRE 1923 abroge ces dispositions favorables :

Aux termes de l'article III de cette ordonnance, paragraphe 1^{er}, n° 6, « le paragraphe 14 de la loi d'impôt sur les successions est abrogé ».

Et comme dans les régimes postérieurs on n'est pas revenu sur cette abrogation, le capital d'assurances s'est trouvé ainsi retrouvé imposé au même titre que les biens successoraux, conformément à la loi d'Empire de 1906, du 3 juin, annexe 4, déjà citée.

EN ITALIE

La situation fiscale du bénéficiaire à titre gratuit de l'assurance sur la vie est définie par un décret royal du 26 janvier 1896, repris par une loi fiscale d'ordre général du 24 novembre 1919, figurant au *Journal officiel*, sous le n° 2163, et approuvée par R. D. du 30 décembre 1923, n° 3281.

D'après ces textes, le capital de l'assurance sur la vie est soumis à un *impôt de timbre* : la quittance de règlement de ce capital doit être enregistrée dans un délai fixé par la loi, et les Compagnies peuvent calculer sur le champ le montant de l'impôt grâce à un tarif ; pour un capital inférieur à 100 livres, droit fixe de 0 lire 20 et droit proportionnel de 0 lire 15 ; de 100 livres à 3.000 livres le droit fixe est de 1 lire et le droit graduel de 0 lire 15 ; au-dessus de 3.000 livres, il y a droit fixe de 2 livres et droit graduel de 0 lire 15.

On fait le décompte de l'impôt sur la quittance elle-même et le bénéficiaire ne paie l'impôt que sur la somme qu'il a réellement perçue, une fois déduit le montant des droits.

Il semble donc que cet impôt n'ait aucun caractère successoral, mais bien plutôt un caractère *sui generis*, faisant ainsi échapper le capital d'assurance à la règle-

mentation des valeurs successorales. Cette caractéristique doit retenir tout particulièrement notre attention.

Le système italien paraît beaucoup plus simple et plus logique que le système français.

Toutefois, on peut regretter que le législateur italien n'ait pas établi dans son tarif une discrimination en faveur des bénéficiaires particulièrement intéressants (l'époux survivant, les héritiers directs et les pères et mères de l'assuré).

EN ESPAGNE

D'une loi générale sur les droits royaux (du 2 avril 1900), reprise par le règlement sur les droits royaux du 20 avril 1911, il résulte que le capital de l'assurance sur la vie est soumis aux droits de succession dus par le bénéficiaire désigné, ou par les héritiers, en cas de non-désignation de bénéficiaire.

Cette loi est applicable à toute l'Espagne, sauf à la Navarre et aux provinces basques. Elle exige la justification du paiement des droits avant règlement, et institue à cet effet un système de sanctions contre les Compagnies. Elle donne aux Compagnies la possibilité de faire liquider par le receveur le montant des droits et de payer ce montant directement au Fisc.

AU MAROC

Le capital de l'assurance sur la vie échappe à l'impôt successoral du fait que l'impôt sur les successions n'est pas établi dans le Protectorat.

Les valeurs françaises pouvant dépendre des successions ouvertes en zone française du Maroc et *a fortiori* en France, sont passibles de l'impôt dans la Métropole. Il appartient donc aux intéressés de souscrire en France, au bureau de l'Enregistrement compétent, la déclaration prévue par la loi. C'est le receveur de ce bureau qui est qualifié pour délivrer soit un certificat de paiement, soit un certificat de non-imposition, au vu duquel la Compagnie peut s'acquitter du capital de l'assurance sans engager sa responsabilité (Circulaire de la Direction des Finances, Service du Crédit, n° 2928 F. A., Rabat, le 1^{er} mars 1940).

AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE

1° La législation fédérale

Dans l'intention de couvrir les dépenses de la guerre de 1914-1918, le gouvernement fédéral, comme tous les autres Etats belligérants, a cherché à augmenter les impôts successoraux.

Et dans ce but, le Federal Estate Duty de 1918 (loi rendue effective après le 25 février 1919) appliqua la taxe successorale, d'une part au capital d'assurance sur la vie souscrit au profit de la succession, et d'autre part au capital d'assurance sur la vie versé au décès de l'assuré à un bénéficiaire nommément désigné par lui : mais, pour cette deuxième catégorie, la taxe ne doit porter que sur le montant excédant 40.000 dollars (1).

Dans le Tax Diary and Manual de 1939, page 318, paragraphe 120, nous lisons un commentaire de cette loi, d'après lequel il y aurait lieu de faire la distinction suivante :

(1) Cette législation de 1918 a été insérée depuis dans la Codification of internal revenue laws, section 811 g, codification intervenue en 1939.

1° Quand l'assurance est purement et simplement payable à la succession, elle tombe dans la masse successorale pour y subir les droits de mutations par décès;

2° Quand l'assurance est payable à une personne nommément désignée, mais avec la possibilité pour l'assuré de changer le bénéficiaire, alors, dans ce cas, ce bénéficiaire sauf, bien entendu, s'il s'agit de l'assuré lui-même dans la personne de ses ayants droit, ne paiera la taxe qu'à partir de l'excédent de 40.000 dollars;

3° Quand l'assurance est payable à un bénéficiaire désigné, mais sans que l'assuré se soit réservé la possibilité de changer le bénéficiaire, alors, dans ce cas, le bénéficiaire ne paierait aucune taxe (1).

II. — Dans les Etats

Wisconsin, en 1915 (chapitre 253), fut le premier Etat qui entreprit de soumettre à la taxe successorale le capital de l'assurance sur la vie souscrite au profit d'un bénéficiaire désigné.

C'est seulement après que l'Etat Fédéral eût incorporé en 1918 le capital de l'assurance sur la vie dans les valeurs successorales taxables, que d'autres Etats particuliers, directement influencés par cette législation, s'engagèrent à leur tour dans cette même voie. Citons Tennessee (1919, ch. 46), Iowa (1921, ch. 38), Arkansas (1923, act. 438), Montana (1923, ch. 65) et Mississipi (1914 ch. 134).

(1) Le texte même de la loi ne faisant aucune allusion à cette distinction, nous faisons toutes réserves sur la valeur pratique de ce commentaire.

Certaines limitations et exemptions sont contenues dans les règlements des Etats d'Arkansas, Montana, Tennessee, Mississippi; c'est ainsi que Montana accorde une exemption de 50.000 dollars sur les assurances sur la vie prises par le défunt, tandis que Mississippi permet une exemption de 20.000 dollars.

Quant aux autres Etats, le principe généralement invoqué est que le capital de l'assurance sur la vie n'est pas taxable, sauf lorsqu'il est stipulé payable à la succession de l'assuré.

Antérieurement à ces actes, les Cours avaient soutenu que les assurances sur la vie contractées au bénéfice de la succession du défunt étaient taxables, mais qu'elles seraient non taxables lorsque faites en faveur d'un bénéficiaire désigné (*Matter of Parsons*, 117 app., Div. 321, 102, Supp. 158; *Matter of Elting*, 78 Misc. 692, 140, Supp. 238; voir aussi *Gleason and Otis*, p. 157-72).

Les plus récents règlements n'ont pas encore complètement été mis à l'épreuve de la jurisprudence; toutefois l'attitude généralement favorable des tribunaux à l'égard du pouvoir de taxation des Etats dans cette matière prouve leur approbation de cette extension de la taxe successorale (1).

(1) William SHULTZ, *The taxation of Inheritance*, p. 136 (1926). — Voir aussi Prentice HALL, Inc. *Inheritance and State Tax Manual*, édition de 1928, introduction, p. 7. — Voir également *Corpus Juris*, volume LHI, 1923, p. 1609, § 2371, Polices d'assurances sur la vie : « La législation peut convenablement imposer une taxe de succession pour les produits d'une police d'assurance sur la vie que le décédé avait contracté durant sa vie pour être payable après sa mort à un bénéficiaire déterminé (*State v. Cain*, 36 S. W. (2 d) 82, 162 Tenn. 213; *In re Allis' Will* 184 N. W. 381, 174 Wis. 527.

Signalons enfin que dans l'Etat de Massachussets un règlement de décembre 1924 accorde une exemption totale au capital de l'assurance sur la vie destiné à couvrir les droits successoraux de l'héritage ceci pour encourager le développement de l'assurance sur la vie (1).

(1) Prentice HALL, *Inheritance tax service*, 1924-1925, Massachussets, p. 606.

AU CANADA

ONTARIO, en 1905, stipula que le capital d'assurances sur la vie serait taxé avec une exemption de 5.000 dollars en ligne directe.

QUÉBEC, un an plus tard, stipula également que le capital de l'assurance sur la vie serait taxé, mais sans exemption pour les héritiers directs.

MANITOBA (1923, ch. 43), et ALBERTA (1924, ch. 3), ont fait une loi pour complète exemption, quand la police d'assurance stipule que le capital à verser par la Compagnie est destiné à couvrir les droits successoraux sur l'héritage. Cette mesure a été prise pour favoriser le développement des assurances sur la vie (1).

(1) William SHULTZ, *The taxation of Inheritance*, 1926, p. 32 et 228.

CONCLUSION

Après cette vue d'ensemble sur les législations étrangères, nous pouvons constater, avec William Shultz (1), que, sans tenir compte du désaccord des théoriciens sur la question, les législateurs « ont coupé le nœud gordien » en insérant définitivement le montant du capital d'assurance dans l'héritage taxable.

Le Finance Act anglais du 3 juillet 1894, en Allemagne la loi d'Empire du 3 juin 1906, l'arrêté royal belge du 31 mars 1936, la loi hollandaise du 12 mars 1917, la loi française du 21 juin 1875, taxent au même titre qu'une valeur successorale le capital d'assurance sur la vie, de quelque nature qu'il soit.

Aux Etats-Unis d'Amérique, par la loi fédérale de 1918, devenue effective le 25 février 1919, la taxe successorale est appliquée au capital d'assurance venant accroître l'actif successoral, ainsi qu'à celui stipulé par le défunt au profit d'un bénéficiaire désigné, mais pour ce dernier la taxe ne porte que sur le montant excédant 40.000 dollars. Et nous avons vu les règlements des divers Etats fédérés directement influencés par le dispositif de la loi fédérale de 1918; en outre, nous avons relevé

(1) *The taxation of Inheritance*, p. 226, Boston, 1926

l'attitude généralement favorable des tribunaux à l'égard du pouvoir de taxation des Etats fédérés en cette matière, ce qui prouve leur approbation de cette extension de la taxe successorale.

Cependant, nous ne nous laisserons pas influencer par une politique fiscale aussi concordante. Relevons, au contraire les cas déjà signalés d'exemption totale ou partielle d'impôt successoral; les buts sociaux qui ont inspiré ces exemptions sont, à notre avis, autrement plus dignes d'attirer l'attention du législateur que les mauvais prétextes généralement invoqués en faveur de la taxation, et dont nous avons dénoncé dans notre Introduction le caractère nettement sophistique.

Il importe avant tout de bien mettre en évidence l'exemple de la législation italienne définie, comme nous l'avons vu, par un décret royal du 26 janvier 1896, repris par une loi fiscale d'ordre général du 24 novembre 1919 : d'après ces textes, le capital de l'assurance sur la vie est soumis à un *impôt de timbre*, qui n'a aucun caractère successoral, mais bien plutôt un caractère *sui generis*. Voilà un système non seulement plus simple et plus logique que le nôtre, mais aussi d'une valeur sociale considérable; regrettons seulement que le législateur italien n'ait pas cru devoir faire une discrimination en faveur des bénéficiaires particulièrement intéressants (époux survivant, héritiers directs, et père et mère de l'assuré).

Rappelons en outre la tendance assez répandue à exempter intégralement ou partiellement de l'impôt successoral le capital d'assurance, qui a été stipulé payable directement au contrôleur des contributions directes

pour être porté à valoir sur le montant des droits de succession.

Nous avons vu qu'en Angleterre de telles polices sont fréquemment souscrites (1), mais le capital ainsi versé directement au fisc anglais n'en demeure pas moins un des éléments de l'actif successoral soumis aux droits de mutation par décès.

Par contre aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Etat de Massachussets, une loi de décembre 1924 stipule qu' « il n'y a pas de droit de succession sur les produits d'une police d'assurance payables à un fidéicommissaire dans le but de payer les droits sur l'héritage de l'assuré » (2).

Au Canada, Manitoba (1923, ch. 43) et Alberta (1924, ch. 3) ont fait une loi pour complète exemption, quand la police d'assurance stipule que le capital à verser par la Compagnie est destiné à couvrir les droits successoraux sur l'héritage (3).

Nous avons relevé une mesure identique dans la législation fiscale allemande (article 14 de la loi du 20 juillet 1922, abrogé depuis par la deuxième « Ordonnance de détresse fiscale » du 19 décembre 1923); cette mesure, nous l'avons vu, ne s'appliquait que si le défunt laissait tout ou partie de son patrimoine soit à son conjoint, soit à ses enfants ou enfants adoptifs ou descendants d'eux : aux termes mêmes de cet article 14, si dans un contrat d'assurance sur la vie il a été spécifié que l'indemnité

(1) Sydney WEBB, *How to pay for the war*, Londres, 1916, p. 222, note 1.

(2) Prentice HALL, *Service*, Massachussets, 601.

(3) William SHULTZ, *The taxation of Inheritance*, 1926, p. 32 et 228.

d'assurance doit servir au paiement de l'impôt successoral et être versée, à la mort de l'assuré, à une Caisse du Reich, cette indemnité n'entrera pas en ligne de compte dans la détermination de l'actif imposable recueilli à cause de mort, si le montant de l'indemnité est versé au Reich dans le délai d'un mois après la mort de l'assuré. Si toutefois l'indemnité d'assurance est supérieure au montant de l'impôt calculé en tenant compte de cette disposition, la différence doit être mise à la charge de la personne qui s'en trouve enrichie.

Une telle mesure avait une portée à la fois sociale et financière : l'on peut dire que l'assuré constitue ainsi en quelque sorte l'avance de ses droits de succession pour en épargner le fardeau à ses héritiers; d'autre part, il soulage l'Etat du soin d'entretenir les siens après sa mort (1).

Enfin l'assuré sauvegarde l'intégrité de son patrimoine qui eût été voué à la destruction, si ses héritiers avaient dû le vendre hâtivement pour constituer les disponibilités nécessaires au paiement des droits sur l'ensemble de la succession. C'est pourquoi William Shultz a pu dire (2) que cette combinaison de l'assurance sur la vie en vue du paiement des droits sur l'héritage constituait, comme la combinaison des paiements fractionnés des droits successoraux (3), un argument décisif contre

(1) William F. GEPIHART, *Effects of the war upon insurance*, 1917, et Solomon S. HUEBNER, *Life insurance*, 1919.

(2) *The Taxation of Inheritance*, p. 205, Boston, 1916.

(3) Dans la plupart des pays, pour faciliter le règlement des droits successoraux, de plus en plus lourds, on accorde des délais aux héritiers; ces derniers peuvent se libérer par paiements fractionnés, échelonnés sur plusieurs années et dont le montant est calculé, compte tenu de l'intérêt de l'argent.

la thèse qui prétend que l'impôt des successions est destructeur du capital.

Ces considérations nous amènent à émettre le vœu d'une réforme complète de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875.

Cette réforme pourrait porter sur les points suivants :

1° Supprimer l'assimilation fictive du capital d'assurance à une valeur successorale, pour les raisons de droit déjà indiquées;

2° Considérer désormais ce capital d'assurance (qu'il s'agisse d'un bénéficiaire désigné ou indéterminé) comme une valeur *sui generis*. Nous soutenons en effet que le capital d'assurance qui est une valeur propre au bénéficiaire désigné, en vertu de la stipulation pour autrui de l'article 1121 du Code civil, devrait être également considéré comme une valeur propre au bénéficiaire indéterminé, par dérogation à l'article 1122 du Code civil (1).

En effet il ne s'agit pas en l'occurrence d'établir des distinctions subtiles et savantes, mais bien plutôt de trouver un statut juridique approprié à ce capital d'assurance, valeur nouvelle, « excroissance née, comme disait Labbé, sur le flanc du patrimoine sans en faire partie » (2).

Ce capital a été constitué, en dehors du patrimoine, par l'effet du contrat d'assurance; en souscrivant sa police, l'assuré n'avait pas pour but d'augmenter son patrimoine; son intention évidente, qu'il faut respecter,

(1) « On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention. »

(2) Sirey, 93, 2, 137.

même dans le cas du bénéficiaire indéterminé, était d'assurer le ou les bénéficiaires contre les risques de sa disparition. C'est pourquoi nous considérons le contrat d'assurance sur la vie comme un contrat constitutif d'appoint destiné à rétablir dans une certaine mesure l'équilibre patrimonial rompu brusquement par la disparition de l'assuré. Rappelons d'ailleurs que la jurisprudence, à la suite de l'arrêt de la Cour de Lyon du 2 juin 1863 (1), estimait que le capital de l'assurance sur la vie n'avait jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et qu'il était au contraire recueilli par la ou les personnes gratifiées en vertu d'un droit propre, et cela quel que soit le mode de désignation employé dans le contrat (2). Cette jurisprudence provoqua la violente réaction de l'Administration de l'Enregistrement, à laquelle l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 devait donner bientôt gain de cause.

3° Soumettre cette valeur nouvelle à une taxe, comme toute valeur lors de sa transmission, mais à une taxe spéciale (droit fixe ou droit proportionnel), bien inférieure à la taxe successorale, eu égard à son caractère d'appoint réparateur d'un équilibre économique rompu.

4° Exonérer totalement de cette taxe spéciale certains bénéficiaires particulièrement intéressants (conjoint survivant, ascendants, enfants et enfants adoptifs ou descendants d'eux, qu'ils soient ou non désignés nommément). En effet l'objection selon laquelle l'assiette de l'impôt, étant établie d'après l'accroissement de la ca-

(1) D. P. 1863, 2, 119.

(2) Colmar, 25 février 1865, D. 65, 2, 93. — Paris, 5 avril 1867, D. 68, 2, 221.

capacité économique, il serait fondé de faire payer au bénéficiaire de l'assurance sur la vie un impôt basé sur cet accroissement de capacité économique, n'a aucune portée dans les cas où il s'agit de cette catégorie de bénéficiaires si dignes d'intérêt.

La disparition du chef ou soutien de famille engendre bien au contraire une diminution importante de la capacité économique des siens. Or le plus souvent l'assurance sur la vie est contractée par le chef ou soutien de famille soucieux d'éviter aux siens les difficultés souvent insurmontables devant lesquelles les placeraient soudain les exigences fiscales et les dépenses inattendues imposées par sa disparition.

A défaut de ce capital d'assurance disponible dans son intégralité, ces bénéficiaires si dignes d'intérêt se verront souvent dans l'obligation de réaliser dans de déplorables conditions un patrimoine que la prévoyante initiative du chef ou soutien de famille avait pour but de sauvegarder.

Le nouvel Etat français s'est déclaré solennellement le protecteur de la famille et de son patrimoine; il a même déjà réalisé dans ce but plusieurs réformes heureuses. C'est pourquoi il n'aura jamais paru aussi opportun d'attirer l'attention du législateur sur l'évidente nécessité d'une réforme de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, qui constitue une dangereuse entrave au maintien de l'intégrité du patrimoine et de la continuité de la famille.

BIBLIOGRAPHIE

Droit français

- BESSON. — *Traité pratique de l'impôt progressif des successions en France et en Algérie*. — Bibliothèque fiscale Dalloz, 1920.
- BOSREDON. — *Histoire des assurances sur la vie. Origine et développement en France*. — Thèse province, 1900, tome XI.
- CAPITANT. — *Cours de Droit civil* (Répétitions écrites, année 1936-1937).
- CRINIER. — *Des assurances sur la vie au point de vue fiscal*. — Thèse Paris, 1911, tome XLVI.
- CYPRES. — *L'assurance sur la vie étudiée au point de vue économique*. — Thèse Paris, 1894, tome VII.
- GRANIER. — *Droit civil et Droit fiscal des assurances sur la vie*. — Thèse province, 1908, tome XXXIII.
- JAOUEN. — *L'assurance sur la vie et les droits de mutation par décès*. — Thèse Paris, 1929.
- JOIGNY (DE). — *Utilité sociale des assurances sur la vie. Réforme de la législation actuelle*. — Bordeaux, 1904.
- MÉNARD. — *Assurance sur la vie. Son rôle économique et social dans la vie moderne*. — Thèse province, 1908, tome XLVII.
- PORTIER. — *La fonction économique et sociale de l'assurance sur la vie*. — Thèse Paris, 1934, tome XXXV.
- SIMONET. — *L'assurance sur la vie au profit des tiers, d'après la jurisprudence civile et la loi du 13 juillet 1930*. — Thèse province, 1932, tome LXII.

Droit comparé

- FRANKLIN W. GANSE and Earl. MANNING. — *Your state intact, etc.*,
etc. — Boston, 1918.
- GEPHART (William F.). — *Effects of the war upon insurance*, 1918,
p. 44 et 99.
- GLEASON and OTIS. — *Laws of Inheritance taxation with practice and
forms* (Albany, New-York, 1917), 4^e édit., rev. par Alexander
OTIS. — Albany, Bender, 1935.
- HERNDON (John). — *Our new federal taxes. Income gift estate*,
p. 248. — Philadelphie, 1934.
- HUEBNER (Salomon S.). — *Life insurance*, 1919, p. 363 : *Government
supervision*.
- JÈZE (Gaston). — *Cours de finances publiques*, 1935-1936.
- Porter's Laws of Insurance*, Londres, 1884.
- PELLERIN (Pierre et Jean). — *Des successions de Français comprenant
des biens en Angleterre*. — Paris, 1933, 4^e édit.
- SCHEYVEN. — *Traité des droits de succession (Belgique, France, Pays-
Bas, etc.)*. — Bruxelles, 1912.
- SCHNOCK (Louis). — *Les droits de succession en Belgique, considéra-
tions et commentaires en vigueur*. — Bruxelles, 1927.
- SHULTZ (William). — *The Taxation of Inheritance*, Boston, 1926.
- Sydney WEBB. — *How to pay for the war*. — Londres, 1916.
- VIROLET. — *Guide pratique du droit successoral anglais et américain*.
— Paris, 1925.
-

Périodiques français

- DALLOZ. — *Recueil périodique*, par abréviation : D. P.
- Dictionnaire des impôts perçus par l'Administration de l'Enregistre-
ment* (Successions : biens à déclarer).
- Instructions et circulaires de l'Administration de l'Enregistrement*.
- Journal des Assurances*, par abréviation : J. A.
- Journal de l'Enregistrement*, par abréviation : J. E.
- Journal Officiel*, par abréviation : J. O. (débat parlementaires du
Sénat et de la Chambre).

Revue de l'Enregistrement, des Hypothèques, du Timbre et des Domaines, par abréviation : R. E.

SIREY. — *Recueil périodique*, par abréviation : S.

Périodiques étrangers

Bulletin des lois allemandes.

Code belge des droits de succession, 31 mars 1936.

Codification of internal revenues laws, section 811 g. de la codification de 1939.

Corpus Juris, vol. LXI, 1933.

Encyclopaedia of the laws of England, vol. 4.

Federal Revenue Act of 1939, édit. par City Bank Farmer.

Halsbury's laws of England, tome XIII, 2° édit.

Halsbury's Statutes of England, tome VIII.

Journal Officiel Italien.

King's Bench Division, 1920, vol. III.

Mews' Digest of English Case Law to 1924, vol. 7.

Moniteur belge du 5 septembre 1913, n° 248.

Prentice HALL, *Inheritance and Estate Tax Manual*, édit. 1928.

Ruling Case Law, vol. 26, 1930.

Stephen's Commentaries on the laws of England, 14° édit.

Tax Diary and Manual, 1939.

VU, *Le Président* :

René MOREL.

VU, *Le Doyen* :

G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

Gilbert GIDEL.

Imprim. Spéciale des *Editions Domat-Montchrestien*.

Visa n^o 14.252

